

e EYES ON EUROPE

WINTER MAGAZINE | N°37 | BILINGUAL



**WINTER IS COMING
OVER THE EU**



Editorial



On the 24th of February, the Russian President Vladimir Putin shook the status quo of the international order by announcing a military invasion of Ukraine. This invasion caught several international actors by surprise. Many couldn't believe that a nuclear power such as Russia would carry out a war in a continent heavily scarred by two previous global conflicts. A big part of the international community manifested its disapproval of this aggression, even the traditional neutral countries.

Although a military conflict in post cold war Europe isn't a novelty- with the example of the Yugoslavian wars- the scale and the stakes of this invasion are much higher. Indeed, the intensity and the magnitude of the combat between nuclear power and Ukraine backed up by a powerful military alliance resulted in a nuclear danger unseen since the Cuban Missile Crisis.

The conflict has overflowed to other areas, namely the energy sector and food security. While the first months were marked with some hesitation to sanction Russian oil and gas exportations, European countries went through with the enforcement of sanctions.

However, despite their united reaction against the invasion, winter's arrival blurred this strategy. Indeed, some Member States started to take their individual political decisions, while others even increased their demand for oil and gas. To preserve domestic populations from energetic precariousness, national governments were tempted to safeguard their national interests to the detriment of the other European countries.

Therefore, such national measures to tackle energy shortage domestically might worsen the situation between European countries.

La précarité énergétique était déjà un enjeu avant la crise ukrainienne, mais elle revient plus que jamais

sur le devant de la scène internationale. Malgré les efforts déployés par les gouvernements, l'inflation des prix du gaz et de l'électricité creuse les inégalités socio-économiques en Europe.

La crise énergétique surgit alors même que l'UE essaie d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. L'enjeu pour les pays européens est d'approvisionner leurs populations en énergie par des moyens les plus durables possibles. Depuis que le régime russe a grandement réduit ses exportations de gaz vers l'UE, les solutions de repli en matières d'énergie sont multiples: charbon, nucléaire ou énergies renouvelables.

Les tensions entre l'Europe et le régime russe se sont intensifiées depuis le 1er décembre 2022, suite aux sanctions de l'UE et du G7 sur le pétrole russe. Après l'imposition d'un prix maximal de 60 dollars par baril, la Russie a répondu qu'elle ne vendrait pas de pétrole à l'Europe à de tels tarifs.

Les pays de l'UE se tournent aussi vers d'autres partenaires économiques, notamment dans les régions du Maghreb et du Moyen-Orient. Mais ces alternatives sont-elles compatibles avec les objectifs climatiques de l'UE ?

Chers lecteurs, l'énergie jouera un rôle crucial dans l'actualité géopolitique au cours des prochains mois. Pour de nombreux experts, l'hiver mettra à l'épreuve la solidarité et l'unité de l'Europe. En parallèle de cet important défi, l'UE fait face à la progression de l'extrême droite dans plusieurs Etats membres, une menace directe à certains droits sociaux tels que la liberté des médias ou le droit à l'avortement.

Dans notre dossier spécial de décembre 2022 et à travers interviews et analyses, nous avons choisi d'aborder tous ces sujets dans leur complexité.

Sommaire

- 6** — **1. Europe through an energy shortage**
- 8 — Crise énergétique dans l'UE, une lutte désorganisée à la pauvreté
- 11 — Energy crisis cracks down EU, between a choice of immobility and solidarity at stake
- 14 — La guerre en Ukraine peut-elle être le tournant de la transformation énergétique en Europe ?
- 18 — The EIB's role in the EU's energy transition, *interview with Aldo Romani*
- 22 — Face à la précarité énergétique, le droit Européen protège-t-il ses citoyens ?
- 26 — Ukraine's perspective in green energy substitution for the European market and European divestment from the Russian fossil fuels
- 29 — What if we could use CO2 as a resource?
- 30 — Crise énergétique : un frein ou un moteur pour atteindre la neutralité carbone européenne ?
- 32 — The future of energy in Europe between COP27 and Russia's invasion of Ukraine, *interview with Suzana Carp*
- 36 — Is nuclear energy green or not?
- 40 — Germany's Role on the current energy crisis: facing challenges under the framework of cooperation with the EU Member-States
- 42 — EU policy in the global race for critical raw materials
- 44 — Le pivot européen vers le gaz algérien et qatari : les motivations derrière ce virage au Sud
- 48** — **2. European foreign challenges**
- 50 — Ukraine is the candidate to the EU: European dream or a real opportunity?
- 54 — Défi du gaz en Méditerranée, une partie jouée sur plusieurs échiquiers : le cas de l'Algérie
- 56 — Green or pink? Another missed opportunity to strengthen the role of women in climate action
- 59 — The American alternative: lobbying in a billion-worth market
- 62 — The future of Euro-African relationships between the Post-Cotonou agreement and the energy crisis
- 66** — **3. European politics**
- 68 — Le journalisme a vocation à montrer la vérité et exercer un rôle de surveillance dans les démocraties, *interview with Renate Schroeder*
- 72 — L'ambitieux agenda européen de Madrid
- 74 — Aborting in Europe: a threatened right? State of play in four European countries
- 78 — Entre protection et exposition des mineurs, combattre la cyber-pédocriminalité dans l'UE

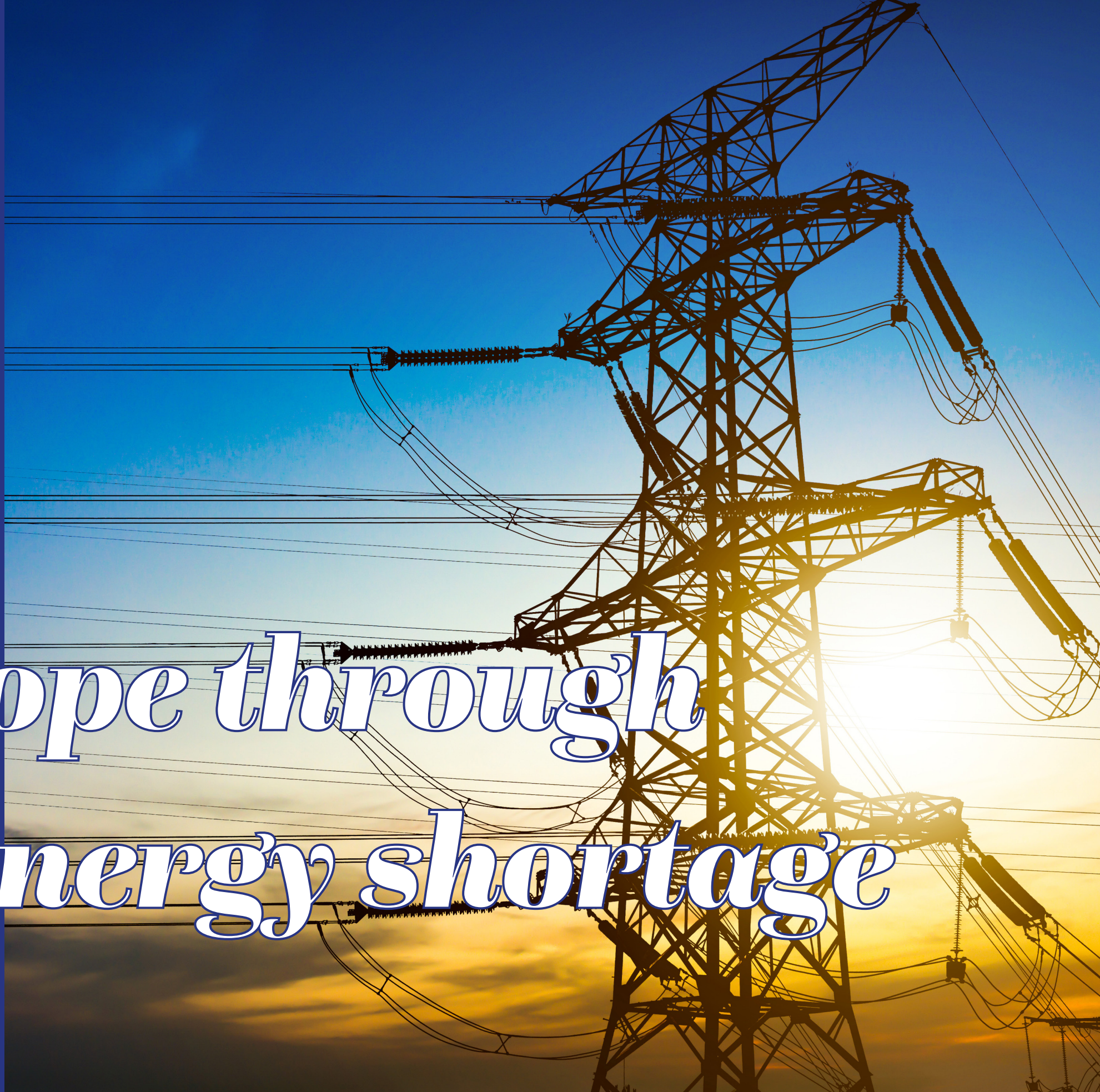


6 DECADES
innovating
innovating
innovating
innovating

**IN EU
STUDIES**

1

*Europe through
an energy shortage*



Crise énergétique dans l'U.E.,



Une lutte désorganisée à la pauvreté

Inégalités et crise énergétique : je t'aime, moi non plus

L'Union européenne (UE) se trouve aujourd'hui dans une crise multiple qui pourrait tout aussi bien renforcer que menacer son engagement pour la lutte contre la pauvreté. Ces crises, en effet, ont exacerbé les inégalités sociales entre les citoyens européens, au sein et entre les États membres. Il est difficile de déterminer l'impact exact de la crise énergétique sur les ménages les plus pauvres. Cependant, la hausse des factures d'énergie est un fait et ses conséquences sur les budgets des ménages et des entreprises se

font déjà sentir. La crise énergétique peut être considérée comme une crise transversale impactant différents secteurs et avec des conséquences variées. En même temps, cette période de crise énergétique mène à penser à la transition écologique essentielle pour atteindre la résilience énergétique du territoire européen. Il est donc nécessaire tout d'abord de tenir en compte la dimension sociale du Pacte Vert, où la transition verte contribuerait à la réduction des inégalités.

Précarité énergétique en Europe

On entend souvent parler d'inégalités sociales, mais qu'est ce que cela veut dire concrètement ? Pour l'OCDE, les inégalités sont d'abord liées au revenu et mesurées avec plusieurs indicateurs, notamment le coefficient de Gini (indiquant le niveau d'égalité dans la distribution des revenus dans un pays). La Commission Européenne quant à elle, a défini dans le socle européen des droits sociaux en 2017 deux dimensions principales des inégalités: l'inégalité de revenus et l'inégalité de chances. Ce socle européen des droits sociaux définit les bases des nouvelles politiques sociales européennes. La lutte contre les inégalités en Europe est surtout une lutte contre le risque de pauvreté. Les chiffres d'Eurostat montrent qu'entre 2009 et 2019, il y a eu une baisse des inégalités en Belgique, France mais une hausse en Italie et en Allemagne. Néanmoins, face à la crise énergétique, les inégalités de pouvoir d'achat et énergétique des européens ont aussi augmenté. Les ménages subissent en effet une pression à cause de l'augmentation des prix de l'énergie par rapport à la même période en 2021, laissant un bon nombre de ménages dans la précarité.

La précarité prend des formes différentes et dans le célèbre rapport Wresinski sur la précarité économique et sociale l'on peut trouver la définition suivante: « la précarité est l'absence d'une ou plusieurs des sécurités permettant aux personnes et aux familles d'assumer leurs responsabilités élémentaires et de jouir de leurs droits fondamentaux ». En termes de précarité énergétique, le pourcentage des ménages qui ont été forcés de réduire leur consommation de gaz en 2021 a augmenté dans toute l'Europe, avec des pics de précarité en Estonie (22,5%) et en Bulgarie (23,7%); l'Italie (8,1%) et la Belgique (3,5%) se positionnent mieux par rapport aux autres pays européens. Il n'y a pas de consensus sur la définition de précarité énergétique. Pour la Commission Européenne, la précarité énergétique « résulte de la combinaison de faibles revenus, d'une part élevée du revenu disponible consacrée à l'énergie et d'une efficacité énergétique insuffisante, en particulier dans les bâtiments ». Cette définition montre bien l'influence de plusieurs facteurs sur la précarité énergétique, qui va au-delà de la simple difficulté économique, puisqu'elle comprend aussi l'isolation des bâtiments. La précarité énergétique n'est

donc pas une nouveauté sur le plan des urgences sociales, mais elle revient sur le devant de la scène aujourd'hui à cause de la crise énergétique qui sévit depuis 2021 dans toute l'Europe.

Pendant la crise du Covid-19, les prix de l'énergie avaient connu une diminution grâce à la baisse de la demande des secteurs plus énergivores. Néanmoins, les prix avaient déjà commencé à augmenter en 2021 avec la reprise de la production et la hausse de la demande énergétique du secteur industriel. Cette inflation était due à une hausse de la demande et à la difficulté des fournisseurs d'augmenter leur production. À ceci s'est ajoutée l'inflation due à la guerre en Ukraine. D'un côté, l'UE a estimé nécessaire de réduire la dépendance du gaz russe et de l'autre, elle a accumulé du retard dans la mise en place de mécanismes de contrôle des prix et l'utilisation d'autres ressources d'énergie. Ce cocktail de hausses n'a pas seulement augmenté l'instabilité des ménages face à leurs factures, mais a aussi un impact sur les produits alimentaires et de première nécessité. Cette inflation résulte en une baisse du pouvoir d'achat pour les européens définis par la Commission Européenne comme des « consommateurs vulnérables ». En outre, comme l'indique le commissaire européen à l'Emploi et aux Droits sociaux, Nicolas Schmit, l'inflation et la crise énergétique ont un impact fort sur les entreprises, augmentant le risque de chômage et de précarité parmi les travailleurs les plus vulnérables. Des mesures publiques sont donc nécessaires pour faire face à ces difficultés multiples et interdépendantes. Pour l'instant, ce sont les États qui restent les responsables de la protection des plus vulnérables face aux augmentations des factures d'énergie.

Outils et ressources nationales en Belgique et en Italie

Belgique : sécurité sociale et tarif social

Le régime de sécurité sociale de la Belgique puise ses bases dans la lutte ouvrière pour les droits sociaux. Son but : réduire les risques des aléas professionnels en développant une solidarité entre travailleurs. Depuis les années 80, des politiques néolibérales ont commencé à réduire graduellement l'accès aux droits, en augmentant les conditions d'octroi de ceux-ci. Déjà avant

☞ la pandémie, la précarité énergétique concernait 20% des ménages belges, selon la Fondation Roi Baudouin: « soit parce que leur facture d'énergie était trop élevée par rapport à leurs revenus, soit parce qu'elle était au contraire anormalement basse (sous-consommation subie) ». Ce chiffre n'a pas beaucoup varié depuis le début des années 2000. Aujourd'hui, on constate une augmentation du nombre de personnes concernées, notamment des individus

vulnérables comme les étudiants, les personnes âgées, les familles monoparentales. La Belgique a mis en place depuis longtemps le tarif social qui permet d'avoir un prix réduit pour le gaz et l'électricité tout en s'adaptant à l'inflation. Ce tarif a été progressivement étendu à une plus grande population depuis 2021

ment partie de la et les associations de lutte contre la pauvreté demandent de poursuivre cette évolution ainsi que de geler les factures.

Italie: bonus énergie et coupes sur la TVA

En ce qui concerne l'Italie, il est estimé qu'environ 9 millions de personnes subissent la précarité énergétique, surtout dans le sud du pays. Ces chiffres démontrent une inégalité structurelle interne très délicate. Depuis 2021, l'Italie a dépensé 3,25% de son PIB dans des mesures pour contenir la flambée des prix visant les ménages et les entreprises. Comme la Belgique, l'Italie a émis un bonus énergie pour les ménages les plus pauvres, afin de réduire leurs factures. Pour soutenir toute sa population, l'Italie est aussi intervenue sur la baisse des accises et de la TVA. La nouvelle manœuvre budgétaire du gouvernement italien prévoit un paquet d'interventions financières pour faire face aux augmentations du coût de la vie. Il prévoit 21 milliards d'euros pour soutenir les ménages et les entreprises. Il reste à vérifier que cet argent aide les ménages en difficulté et pas seulement les secteurs productifs les plus énergivores.

La crise énergétique, tremplin pour améliorer la cohésion européenne sur les politiques sociales

Loin d'être des panacées aptes à résoudre structurellement la précarité énergétique, ces mesures montrent les limites d'une action axée sur les revenus. Ces mesures restent des outils d'urgence pour contrôler les prix. Mais elles resteront essentielles tant qu'une alternative durable ne sera pas accessible aux consommateurs. En outre, la crise énergétique est en train de visibiliser un problème de précarité qui concerne tous et toutes, et d'autant plus les personnes les plus fragilisées et une part de la classe moyenne basse. Les tentatives de coopération face aux augmentations des prix de l'énergie montrent l'importance d'une plus grande cohésion autour de la lutte contre la pauvreté. Dans le long terme, ceci devrait rendre les sociétés européennes plus résilientes en cas de crise. C'est pour cela que il est important de développer le côté social du Pacte vert et de miser sur des solutions structurelles à appliquer dans l'ensemble des pays européens. Notamment, le Fond social pour le climat pourrait être un instrument de financement pour la transition énergétique avec des financements ciblés sur la rénovation et l'isolation des bâtiments pour les ménages les plus modestes.

Il semble clair que les 27 ne peuvent pas faire cavalier seuls face aux multiples crises qui ont touché l'UE lors des dernières années. Néanmoins, sans une volonté politique adaptée, l'intégration européenne en matière sociale ne pourra qu'être inférieure aux ambitions. Et si la crise énergétique pouvait être l'occasion d'échafauder une Union Européenne plus sociale, verte et juste ?

Giorgia Boldrini

MA Spécialisation en Études Européennes

Energy crisis cracks down the EU:



Between a choice of immobility and solidarity at stake

** this article was written before Council adoption of Regulation 2022/0393(NLE) on "Establishing a market correction mechanism to protect citizens and the economy against excessively high prices"*

Following the prompt, under the Next Gen EU, to answer to the economic downturn due to the pandemic crisis, once again the European Union Member States find themselves at a turning point: whether to choose a solidarity or a self-centered approach to respond to the energy breakdown.

The shortage of energy supply is mainly deemed as the consequence of the Russian invasion of Ukraine, which ultimately compelled Europe to cut off Moscow's supply from 40%, amounting to a total of 7.5% of the EU's gas import. However, retrospectively speaking, the first warning bells indicated a plausible energy crisis followed by

a supply/demand imbalance dating back to the time of Covid-19's consequent lockdown, with a fall in energy production followed by a sudden rise caused by an unrestrained race for storage by European countries. Afterwards, the outbreak of the war in Ukraine brought forth an absurd upward gas price trend, as uncertainty over security of supplies fuelled speculation. In August 2022, the TTF (Title Transfer Facility - a dutch based virtual exchange trade platform of natural gas trade that sets out its market price reflected in the EU) reached the all-time record price of €343 per MW/h (while one year earlier, in 2021, was merely €30 per MW/h).

It is evident that EU Member States are called upon to act by implementing saving measures for householders and the industry sector. Now, after overcoming the « Covid test » the EU still faces ☞

☞ a further spillover challenge, even though at the moment there are greater concerns and doubts for opting solidarity and unitary measures. The eternal tug-of-war between frugal countries versus iberian model countries this time seems to be more profound as the gaps widen.

Reflection on the EU's coyness to set ambitious goals on a measure for common electricity

The EU slow responsiveness in addressing this acute energy crunch is driving record-high inflation coupled with a threatening recession coming to the block. For the time being, quoting the Commissioner for Energy Kadri Simons there are different views among capitals on the adoption of a possible EU-wide measure to counteract rising gas prices. With different energy structures, EU Member States have different views on whether the gas price cap can achieve its goals in addition to solving the current energy crisis. Countries not heavily dependent on Russia's gas can afford to be patient in finding alternatives, while those highly reliant on it have expressed concerns that a gas price cap will not achieve its purpose. As a result, it is difficult for EU Member States to keep on the same page. Despite wrangling hours at EU Summits and Council Meetings during the last months, there is still no joint standpoint between the Member States.

Although EU countries envisage the necessity to lower prices, secure the supply and market stability, the role at stake of the Member States and its respective leaders showcase two clear different alignments: Germany and the Netherlands, followed by a small group of states that are reluctant to agree on a « *whatever it takes* » EU plan to freeze the surge of energy prices and are poised to water down any benevolent EU proposal. On the other side of the fence, France, Italy, Belgium as well as a dozen other Member States are keen to enforce a common measure that aims to limit the pressure on households and energy industries. As a result, under these circumstances it is difficult for EU Member States to keep on the same page.

The current standoff is rekindling some old sparks: Berlin's energy shield plan that will subsidize electricity for households and businesses amounting a total of €20c/bn, embodies an egoistic choice that risks to distort the EU single market,

said the French President Emmanuel Macron, and that it shows a demonstration of isolation that jeopardizes the spirit of a European unity. To add onto the tensions, the EU Council President Charles Michel leveled accusations addressed to the President of the European Commission Ursula von der Leyen in a plenary speech, blaming her for delaying the European response to the energy crisis and inviting to come forward with an imminent necessary legal proposal.

Between cautiousness and uncertainty: the EU Commission warns its own proposals might not have intended effects

Up to this date, the DG ENER (Directorate General for Energy) tabled a proposal for a Market Correction Mechanism to prevent extreme volatility and excessive prices reflected via the Dutch TTF by blocking gas transactions above a certain level (with a benchmark of €275/MWh). The mechanism aims to operate as a price cap by setting a safety ceiling that would be automatically activated in the only circumstances where the following conditions are in place: first, in case the price of gas exceeds a certain threshold set at €275/MWh for two consecutive weeks; second, when the spread between the TTF price and the global LNG price (Liquified Natural Gas) overcomes €58/MWh for ten trading days. Hence, this temporary dynamic price corridor would be intended to instantly limit price spikes in cases of extreme volatility and just as a temporary solution for the short-term period, carefully points out the Commission. Despite the fact that the toolkit presented does not offer a solution capable of restoring gas prices to last year's estimations, it avoids brutal speculation that would imperil the EU energy market.

Moreover, the Commission itself warned about the risk of the mechanism driving a shift towards over the counter trading and a lack of transparency, as well as provoking suppliers to divert gas elsewhere leading to a deterioration of security of supply and risks for financial stability. Given the uncertainty of its functioning effectiveness, the Commission has included within the proposal itself a legal reservation on the possible immediate suspension mechanism.

In the light of these hesitant statements, experts

and representatives of the energy intensive sectors have shown their dissatisfaction with the proposal, blaming the lack of a common European response geared towards a structural long-term plan that solves a demand supply ratio imbalance. Many defend that the EU should drop the price cap idea and meditate on a more efficient and transparent tool, which could take the form of an EU fund. Especially the energy-intensive industrial sector complains about a lack of a de facto support targeted at them, as under these conditions their only option is self-rationing.

In a sign of just how toxic the discussion has become, the proposal almost sparked an open conflict between some EU countries with divergent views on the level of the cap proposed by the Commission. An alliance of countries (France, Belgium, Italy, Poland, Spain, Greece) vehemently made clear that « *up to now what is tabled is insufficient, ambitions must raise significantly* ». Contrary but for opposite reasons, northern countries are reluctant for the envisaged risk that a ceiling on price would undermine the EU's financial stability.

Energy crisis is thus a test of whether the EU's set of rules, including its agenda and decision-making mechanisms, is capable of handling such a complex situation. It remains to be seen whether the EU will be able to find a better solution to turn these recent divisions into a spirit of greater unity.

Alessandro D'Augusta Perna
MA2 European Studies



La guerre en Ukraine peut-elle être le tournant de la transformation énergétique en Europe ?

L'hégémonie des sources d'énergies

Bien que de nature militaire, les conséquences de l'invasion russe en Ukraine se sont étendues à d'autres domaines de la société tels que l'économie, le social et, bien sûr, la politique. En réaction, et sans pouvoir intervenir directement dans le conflit, plusieurs pays du monde ont imposé des sanctions économiques et politiques à la Russie afin de la dissuader de ses actions. Néanmoins, l'une des industries russes les plus cruciales n'a pas été touchée en raison des dommages qu'elle aurait pu causer à la plupart des pays européens : l'exportation de gaz et de pétrole. Tel que mentionné par le sénateur nord-américain John McCain : «La Russie est une station-service géante qui se déguise en pays». En effet, le pétrole et le gaz représentent une partie significative des exportations du PIB de la Russie.

Une relation toxique entre démocraties et autocraties

La plupart des pays européens étaient dépendants du pétrole et du gaz russes, et dans une certaine mesure certains le sont encore. Avant l'invasion russe du 24 février 2022, la Macédoine du Nord, la Bosnie-Herzégovine et la Moldavie dépendaient à 100 % du gaz russe : le gaz que ces pays utilisaient pour tous leurs secteurs (domestique et industriel par exemple) provenait de Russie. D'autres pays, comme la Finlande et la Lettonie, se situent aux alentours de 90 %. Parmi les autres pays à forte dépendance du gaz et du pétrole russe, on peut citer la Bulgarie, l'Allemagne, et l'Italie.

La situation est donc à double tranchant pour la plupart de ces pays : pour nuire à la Russie sur le plan économique, ils devraient infliger un préjudice personnel à leur économie. Par conséquent, si ces pays appli-

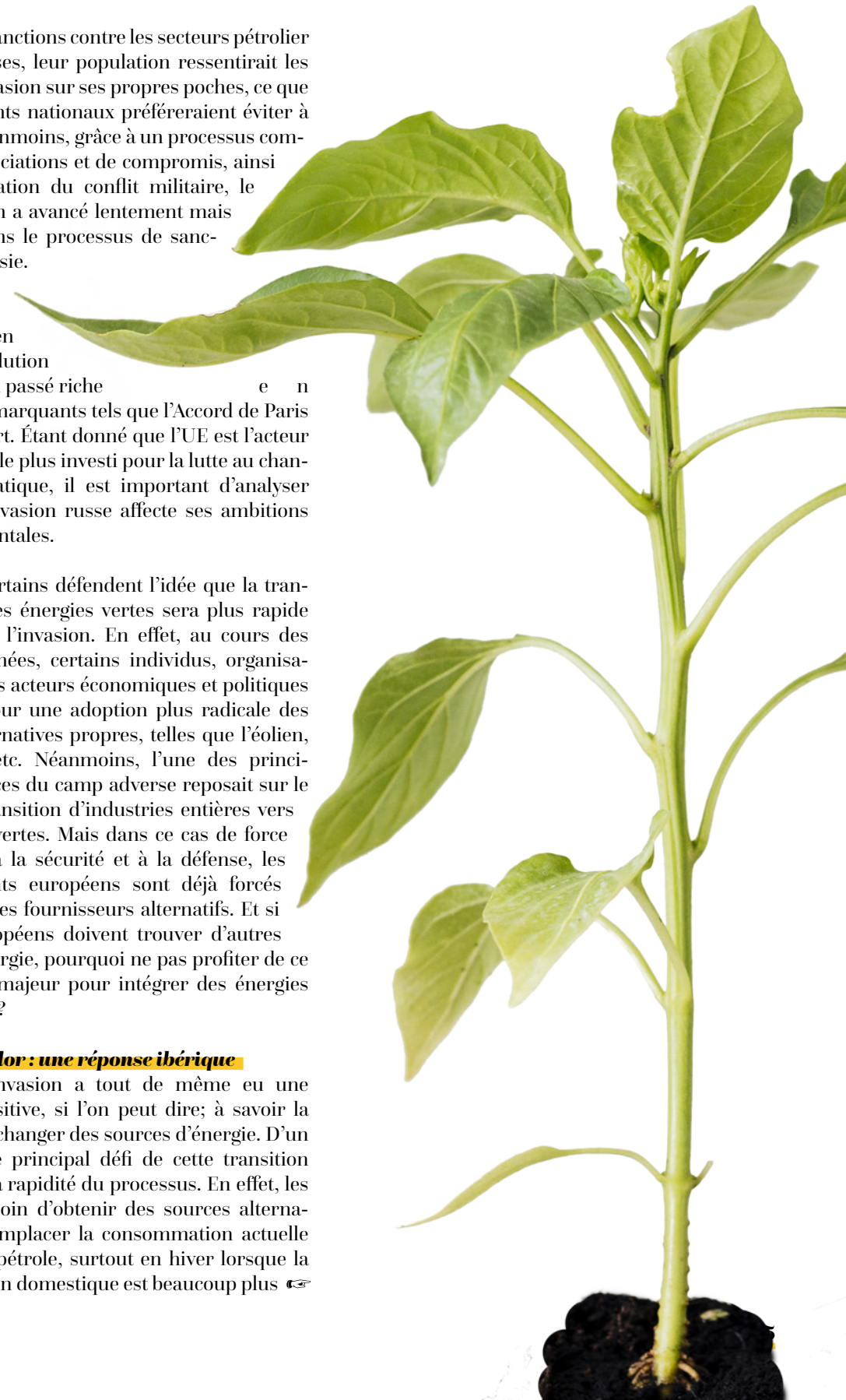
quaient des sanctions contre les secteurs pétrolier et gazier russes, leur population ressentirait les effets de l'invasion sur ses propres poches, ce que les gouvernants nationaux préféreraient éviter à tout prix. Néanmoins, grâce à un processus complexe de négociations et de compromis, ainsi qu'à l'aggravation du conflit militaire, le bloc européen a avancé lentement mais sûrement dans le processus de sanction de la Russie.

En parallèle, l'UE était en pleine révolution verte, avec un passé riche en événements marquants tels que l'Accord de Paris et le Pacte Vert. Étant donné que l'UE est l'acteur international le plus investi pour la lutte au changement climatique, il est important d'analyser comment l'invasion russe affecte ses ambitions environnementales.

D'un côté, certains défendent l'idée que la transition vers des énergies vertes sera plus rapide en raison de l'invasion. En effet, au cours des dernières années, certains individus, organisations et autres acteurs économiques et politiques ont plaidé pour une adoption plus radicale des énergies alternatives propres, telles que l'éolien, l'électricité, etc. Néanmoins, l'une des principales réticences du camp adverse reposait sur le coût de la transition d'industries entières vers les énergies vertes. Mais dans ce cas de force majeure lié à la sécurité et à la défense, les gouvernements européens sont déjà forcés de passer à des fournisseurs alternatifs. Et si les pays européens doivent trouver d'autres sources d'énergie, pourquoi ne pas profiter de ce changement majeur pour intégrer des énergies plus propres ?

Green Corridor : une réponse ibérique

Toutefois, l'invasion a tout de même eu une retombée positive, si l'on peut dire ; à savoir la motivation à changer des sources d'énergie. D'un autre côté, le principal défi de cette transition réside dans la rapidité du processus. En effet, les États ont besoin d'obtenir des sources alternatives pour remplacer la consommation actuelle de gaz et de pétrole, surtout en hiver lorsque la consommation domestique est beaucoup plus





élevée. Et, finalement, le principal défi est le suivant : passer à des énergies plus propres nécessiterait des années pour construire l'infrastructure nécessaire pour commencer à en bénéficier. Par exemple, le 20 octobre 2022, le Portugal et l'Espagne, avec le soutien politique de l'Allemagne, ont réussi à persuader la France d'accepter une nouvelle connexion de gazoduc. Ce projet a comme objectif de transporter de l'hydrogène et d'autres gaz naturels au reste de l'Europe, sous le nom de Couloir d'Énergie Verte. Le plan permettra aux fournisseurs d'expédier du gaz par l'Atlantique et l'Afrique occidentale, qui arrive au Portugal où il est dé-liquéfié. Ensuite, le gaz est expédié vers Barcelone, en Espagne, où il est envoyé, à travers des pipelines maritimes, à Marseille, en France. Pendant des années, ce projet a été gelé sous le nom de MidCat, puisque la France affirmait que la construction de gazoducs à travers les Pyrénées endommagerait l'environnement et serait trop coûteux. Cependant, les critiques ont souligné que les principales

raisons de ce blocage sont fondées sur l'intérêt de la France à maintenir son monopole sur les énergies en Europe centrale. En effet, une Ibérie mieux connectée pourrait faire baisser les revenus des entreprises françaises. Par exemple, l'Espagne à elle seule est responsable d'environ 39% de la capacité totale de regazéification du gaz naturel liquéfié (GNL) dans l'UE, alors qu'elle ne dispose que de deux pipelines de faible capacité la reliant à la France. De la même façon, dans les années 1980, la France avait déjà montré une certaine hésitation à accepter la candidature de l'Espagne (et par conséquent du Portugal, puisqu'elles étaient couplées) au Marché Commun, par crainte de la forte concurrence de l'agriculture espagnole. Néanmoins, même si le projet est approuvé, il faudra environ sept ans pour le construire, selon le Ministre de l'Énergie espagnol. Et comme indiqué précédemment, les pays doivent trouver des alternatives le plus rapidement possible, de préférence avant l'hiver prochain.

La réponse énergétique de l'UE

De son côté, l'UE a présenté en mai 2022 le projet REPowerEU, qui vise à définir des mesures, en réponse à l'invasion russe. Parmi ceux-ci, nous pouvons citer l'économie d'énergie, la production de l'énergie propre et diversifier les approvisionnements énergétiques dans le but de rendre l'Europe indépendante de la Russie d'ici 2030. Certaines de ces mesures ont une portée à court terme en créant par exemple une plateforme d'achats communs de gaz et de GNL ainsi que d'hydrogène. On peut souligner aussi le remplissage des stocks de gaz à 80% avant le 1er novembre 2022 (un objectif déjà

atteint) et des recommandations pour inciter les citoyens et les entreprises à réduire leur consommation de gaz. ;

D'autres mesures encore ont une portée à moyen terme, puisqu'elles doivent être achevées avant l'année 2027. Pour n'en citer que quelques-unes, il s'agit notamment de stimuler la décarbonisation industrielle avec projets s'élevant à trois milliards d'euros de projets dans le cadre de l'innovation; de mesures réglementaires visant à accroître l'efficacité énergétique dans le secteur des transports ; de nouvelles propositions de l'UE visant à garantir l'accès de l'industrie aux matières premières essentielles, etc. Avec RePowerEU, l'Union envoie un message fort indiquant qu'elle souhaite promouvoir et pousser l'adoption des énergies vertes. Néanmoins, l'UE est confrontée à des obstacles récurrents de la part d'États Membres tels que la Hongrie. Ce pays a non seulement bloqué les sanctions du Bloc contre la Russie en raison de son refus de couper le pétrole et le gaz, mais a

également signé un nouvel accord avec la société d'État russe Gazprom, en augmentant sa dépendance énergétique. Ce n'est qu'avec un compromis, visant à ne pas affecter les pipelines terrestres hongrois que l'UE a pu appliquer son 6e paquet de sanctions contre la Russie. Ainsi, alors que l'UE a clairement montré son soutien à une transition plus «agressive» vers des énergies plus propres, certains États Membres ne partagent pas le même enthousiasme. Ces derniers privilégient à court terme la satisfaction de leur population nationale au détriment du bien commun des pays européens et de l'environnement.

L'Europe prise entre une accélération et un déclin de l'énergie verte

En bref, les pays sont pressés de trouver des alternatives assez rapidement. Par conséquent, certaines personnes, entreprises et gouvernements pensent qu'il n'y aura pas d'accélération de la transition énergétique, mais plutôt un mouvement de recul, du moins pendant les deux premières années. Cela est dû au fait que les intérêts stratégiques sont en jeu : la survie de l'État est la première priorité. Les pays peuvent choisir de revenir à des énergies déclassées, comme le charbon en Allemagne, pour soutenir la demande à court terme, et plus tard continuer la transition vers des énergies plus vertes. Il sera intéressant d'analyser la situation à l'avenir pour savoir lequel de ces scénarios se réalisera surtout dans un contexte politique international très dynamique et fluctuant.

Bruno de Sousa
MA International Relations

EIB, sustainable finance, and the role of green bonds

Interview with Aldo Romani

This year, the European Investment Bank (EIB) celebrates the 15th anniversary of its Climate Awareness Bond (CAB), the world's first green bond. What exactly is a green bond? What makes it green? And how can such bonds help enable capital markets to drive the sustainable transformation of our economies?



Aldo M. Romani, head of sustainable finance in the finance directorate at the EIB, developed the inaugural transaction and has steered EIB's sustainability funding programme to a share of 45% of its total funding in 2022. He will help us answer these questions.

Eyes on Europe (EoE): Mr. Romani, what is the role of the EIB in the European institutional set-up and how does sustainability funding contribute to the fight against climate change?

Aldo Romani (AR) : The European Investment Bank was established in 1958 by the Treaty of Rome. It is the investment arm of the European Union and is owned and governed by the member states. Article 309 of the Treaty on the Functioning of the European Union specifies that: « *The task of the European Investment Bank shall be to contribute,*

by having recourse to the capital market and utilising its own resources, to the balanced and steady development of the internal market in the interest of the Union ».

In plain words, the Bank raises funds in the international capital markets via the issuance of bonds (EUR 55bn in 2021); it then invests these funds in projects that contribute to sustainable development, mostly within but also beyond the EU's borders. We support these projects with both

financial and technical expertise, providing a seal of approval on their quality. This in turn facilitates the provision of capital from other sources. At the end of last year, the volume of EIB's outstanding loans amounted to EUR 415bn.

Sustainability funding entails the issuance and product-development of Climate- and Sustainability Awareness Bonds (CABs and SABs). The funds raised with these bonds are allocated exclusively to investments that contribute substantially to the sustainability objectives of the EU, in a way that is gradually aligning with evolving EU legislation on sustainable finance. This activity is part of EIB's strategic business development plan within the framework of its Climate Bank Roadmap 2021-2025. This document describes how the Bank intends to operationalize its goal of supporting the European Green Deal as the EU Climate Bank.

Important objectives of this plan are: the halt to energy projects reliant on unabated fossil fuels from the start of 2022; the increase of EIB's green finance to at least 50% of the total loans signed in a year by 2025; the alignment of the tracking methodology for green finance with the framework established by the EU Taxonomy Regulation; and the gradual alignment of CABs and SABs with a proposed EU Green Bond standard.

This standard, presently under discussion among the EU co-legislators, requires alignment of the bonds' use-of-proceeds with core classification criteria (the taxonomy). The European Commission is developing these criteria with the help of all relevant constituencies. Their uniform application across jurisdictions and along the investment chain aims to facilitate sustainable investment by improving market efficiency in the selection of sustainable projects. The taxonomy for climate is the first of its kind and entered into force in January this year.

EoE : Bond, green bond, social bond, sustainability bond, Climate Awareness Bond, and Sustainability Awareness Bond (« SAB »)... Mr. Romani, could you please define these terms for our readers?

AR : In its simplest form, a bond is a debt security that the issuer sells to investors to borrow

money from them; the issuer commits to repay the amount borrowed at maturity and to pay an interest that remunerates the investor for the use of its money and the risk that the money is not paid back. The global bond market is estimated to be around €120 trillion in size.

The EIB is not funded by taxpayer money, nor can individuals open accounts to store their savings with us. The Bank refinances itself through the issuance of bonds in the international capital markets with annual issuance volumes ranging between €45-65 billion, depending on the balance of disbursement and repayment flows. This makes it a reference issuer within the multilateral development bank community.

The fundamental difference between a « green » bond and a conventional bond lies in the « use of proceeds ». With a conventional bond, the issuer is free to use the funds for general corporate purposes. With a green bond, the issuer promises to allocate the funds to projects that contribute to an environmental objective and commits to publishing regular reports allowing investors to track the flow and impact of their money on the ground. This commitment entails a greater degree of transparency and accountability with regard to the issuer's environmental activities, notably when an independent party, for example an auditor, verifies and assures the issuer's statements and reports by reference to objective criteria.

Social bonds apply the same approach to activities with a social sustainability objective. Sustainability bonds focus on both environmental and social sustainability objectives.

CABs have a focus on climate change mitigation and can therefore be classified as green bonds. SABs address other environmental and social objectives, i.e. they are sustainability bonds. Together, CABs and SABs span the full spectrum of sustainability.

EoE : What was the core idea behind the first CAB in 2007?

AR : On the occasion of the 50th anniversary of the Treaty of Rome, the European Commission, the European Parliament and the Council of

the European Union highlighted the importance of sustainable energy policy and climate action in their « Berlin Declaration » of March 2007. The EU went on to announce an ambitious energy action plan and called on the EIB to scale up its support to renewable energy and energy efficiency projects.

We therefore expected a major increase in refinancing needs in these areas and anticipated that capital markets would develop a particular interest in financial products with this focus. Crucial to our initiative was the idea that clarity and reliability with regard to the use of proceeds would entice investors with the confidence that their investment would help identify and support projects beneficial to climate change mitigation. We then developed the necessary infrastructure for this purpose.

The request for approval for the first Climate Awareness Bond encapsulates this with the following leitmotiv: « *Accountability in the future disbursement in the fields of renewable energy and energy efficiency and precise definition of the types of projects to be included in this category* ».

EoE : How has the market developed over the last 15 years and how can financial instruments like green bonds spearhead the drive towards sustainability?

AR : The market's early years were overshadowed by the global financial crisis until 2012, yet the segment has undergone significant developments, both quantitatively and qualitatively ever since.

A recent PwC report estimates that around 14% of all new European bonds issued in 2021 were in green, social or sustainability format. In 2015, this was true of just 1% of the bonds. By 2026, these bonds are expected to represent more than 40% of total issue volumes in Europe. The EIB is already there, with around a 45% share of its total funding programme in 2022. Today, with more than €2 trillion in green bond issuance, we are witnessing a structural shift towards this bond segment.

The variety of issuers has expanded, too. While the market was driven by multilateral development banks in its early years, corporate and financial

issuers increasingly joined the ranks in 2015/6. Today, Sovereigns and the European Union are among the largest issuers.

Essential to this development has been the market-driven definition of shared rules of the game. Already in 2015, the first edition of the Green Bond Principles of the International Capital Market Association established the essential characteristics of these bonds, subsequently complemented by Social Bond Principles and Sustainability Bond Guidelines.

A major challenge remains the absence of generally accepted technical screening criteria for the assessment of the relative contributions of investments to sustainability objectives, which generates confusion and hampers investment decisions. Without an agreement on core comparable indicators, policy signals are unclear and issuer and investor preferences cannot match in an efficient manner.

Increasingly, markets, policymakers and civil society have come to recognise that bonds with clearly defined use of proceeds and reliable reporting can increase accountability and kick-start a clarification process, helping the mapping of the status quo in the real economy, the consequent definition of action plans and the monitoring of incremental results. Public and private spending programmes can be organised in a more concrete and reliable manner on this basis.

Legislators, not only in the EU, are therefore now focusing on making screening criteria more specific and more comparable. On this basis, green, social and sustainability bonds can turn into a lever that fosters the transparent interaction between policy and markets and their convergence for the delivery of tangible results.

EoE : The European Union is a leader in the field of sustainable finance legislation. What is the exact role of this legislation, notably the EU Taxonomy Regulation and the proposed EU Regulation on European Green Bonds?

AR : The European Commission recognised the necessity for more clarity in sustainable finance as the first priority of its Action Plan for Financing Sustainable Growth of March 2018.

The cornerstone of this plan is the EU Taxonomy Regulation.

Art. 1 of this regulation states that the sustainability of activities in the real economy shall determine the sustainability of any financial products used to finance them. For this purpose, there is a need to, firstly, develop technical screening criteria that define the substantial contribution of such activities to six environmental objectives, which operationalize the Sustainable Development Goals of the UN. Those shall be easy to use and easy to verify. At the same time, the Taxonomy establishes the principle that any such activity must not do significant harm to the remaining objectives. For example: if you build a solar plant which supports climate change mitigation, the activity must not harm the objective of transitioning to a circular economy by ensuring that equipment and components are highly durable, recyclable, easy to dismantle and to refurbish.

Secondly, there is a need to ensure the uniform application of these criteria for all market participants across jurisdictions, to secure the conditions for fair competition, and along the investment chain, to foster effective scrutiny of the economy by financial markets. The key is to have comparability between investment alternatives. Different regulatory frameworks are being implemented that take the EU Taxonomy Regulation as common reference for non-financial disclosures of both investors, borrowers, and intermediaries.

Given the forward-looking focus and speed of capital markets, the European Commission has devoted special attention to the green bond segment with a regulation proposal that is bound to establish an « EU Green Bond Standard ». This standard builds on existing market practice with an additional core requirement: the alignment of the bond's use of proceeds with the Taxonomy criteria.

EoE : Is this alignment a straightforward process? What are the EIB's commitments and what role do CABs and SABs play in this context?

AR : It is important to underline that EIB's sustainability funding relies on the application of the EU Taxonomy to its lending activities. The Climate

Bank Roadmap commits the Bank to progressively extending the CAB-SAB eligibility in tandem with this ongoing adjustment process. The plan is therefore to also gradually align with the EU Green Bond Standard. The capital markets can thereby monitor EIB's progressive adjustment process in full transparency.

This process can only be gradual, essentially on two grounds: firstly, the Taxonomy is still to be tested on the ground, and not yet complete; secondly the different pieces of the EU sustainable finance legislation are not yet perfectly coordinated and at the same time evolving with different timelines for different constituencies. Market practitioners are confronted with a number of usability issues that it will take time to even out.

With our CABs and SABs, we aim to demonstrate how issuers can adapt to incremental changes in official criteria and disclosure requirements in a credible, stepwise manner. We aim to demonstrate that issuers and investors can already start applying the logic of the EU Taxonomy to improve the collection, reporting and assessment of core information. This will facilitate the unfolding of an organic discovery process, bearing incremental results via a pragmatic, therefore constructive dialogue between issuers, investors, policymakers and supervisors.

EoE : Where do you see the green and sustainability bond markets 15 years from today?

AR : Time is running against us. In 15 years, sustainability will have to be consistently mainstreamed in the whole set of financing instruments, not only bonds. The entire economy should be mapped by reference to sustainability objectives and we should have criteria in place that measure the contribution of all economic activities to those objectives, substantial or not. Green, social and sustainability bonds with focus on activities making substantial contributions will however continue to be the pivot of this process, hopefully with the major share of the total bonds issued by then, both in flow and stock terms.

Luka Krauss
MA1 European Studies

Face à la précarité énergétique, le droit Européen protège-t-il ses citoyens ?

Qu'entend-t-on par précarité énergétique ?

Un droit fondamental à l'énergie au sein de l'Union Européenne n'est pas une réalité, pourtant la précarité énergétique en est une. Une étude menée en 2015 par the European Union Statistics on income and Living Conditions (EU SILC) a révélé que, en 2012, approximativement 11% de la population européenne n'avait pas les ressources nécessaires pour se chauffer. Au vu de la crise énergétique actuelle et de la hausse des prix de cette ressource vitale, et puisque l'inflation accentue la précarité énergétique, la question d'un potentiel droit à l'énergie trouve toute sa pertinence,.

Dans le rapport effectué par le Think Tank INSIGHT_E, la pauvreté énergétique est définie comme étant « une situation où les individus ou les ménages ne sont pas en mesure de se chauffer adéquatement ou de se fournir des services énergétiques à domicile à des prix abordables ». Selon ce même rapport, la précarité énergétique serait causée par trois facteurs principaux : des revenus faibles, une mauvaise isolation des immeubles et le coût élevé de l'énergie. La précarité énergétique englobe plusieurs réalités ; il s'agit par exemple « de ne pas disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires » : se chauffer, s'éclairer, préparer des aliments, garantir l'hygiène et faire fonctionner les appareils ménagers indispensables à la vie quotidienne.

La reconnaissance d'un droit à l'énergie, quelle pertinence ?

Consacrer un droit effectif à l'énergie montrerait l'importance que la puissance publique attache à une fourniture d'énergie de base. La consécration de ce droit serait accompagnée par d'autres initiatives qui poursuivent le même objectif. En France,

par exemple, est organisée une journée contre la précarité énergétique, dont la première a eu lieu le 10 novembre 2021, dans le but de sensibiliser à la précarité énergétique. En sus, le vice-président de l'ONG Droit à l'énergie – SOS Futur, Gilles Pereyron, estime qu'un accès à l'énergie est essentiel pour répondre aux objectifs de sortie de la pauvreté. C'est pourquoi il prône également la reconnaissance d'un droit fondamental de chaque être humain à l'énergie qui « soit inscrit dans toutes les constitutions nationales ». De façon similaire, le Réseau Wallon pour l'Accès Durable à l'Énergie (RWADE), plaide pour un droit d'accès à l'énergie, qui serait considéré comme un corollaire, c'est-à-dire une conséquence directe du droit à disposer d'un logement décent. En effet, le droit à un logement décent serait plus cohérent s'il était corrélé au droit à l'énergie. Le droit à disposer d'un logement décent revient à chacun et découle de l'article 23 de la Constitution Belge. Dans ce contexte, le terme corollaire signifie que le droit à l'énergie serait une conséquence qui découlerait naturellement du droit à disposer d'un logement décent. Un logement dépourvu de sources énergétiques vitales telles que le chauffage et l'électricité est-il véritablement décent ? De plus, le droit à la santé est consacré, mais est-il suffisamment complet si l'on ne dispose pas d'électricité nécessaire pour la cuisson et conservation de nos aliments ? Le discours est le même vis-à-vis du respect de la dignité humaine, qui implique également les nécessités citées ci-dessus. Il est indéniable que l'énergie et notamment l'électricité sont des produits de première nécessité. Pourtant, il n'est pas rare de voir des foyers privés de ressources énergétiques en raison de factures impayées.

Un droit à l'énergie impliquerait, par exemple, l'interdiction pour les fournisseurs de couper la fourniture d'énergie à leurs clients. Ou encore, la nécessité de réglementer les prix pour faire face aux aléas du marché, afin d'assurer des conditions de vie décentes aux familles aux faibles revenus. Enfin, il peut simplement s'agir d'améliorer l'isolation de certains logements.

La précarité énergétique dans l'Union Européenne : une réalité méconnue

La précarité énergétique touche non seulement les pays en développement tels que ceux du conti-

nent africain, mais également les pays industrialisés de l'Union Européenne, « où l'on estime que 75 à 125 millions de personnes rencontrent d'énormes difficultés à accéder à l'électricité pour des raisons financières (coûts élevés de l'énergie et revenus insuffisants) ». Au sein de l'Union Européenne, le problème relève d'abord de la pauvreté de certains européens, les empêchant d'avoir un accès à l'électricité et au gaz, le plus souvent à cause des prix élevés de ces ressources. Tandis que la demande en énergie s'agrandit au fil des années, la problématique de la pauvreté énergétique s'intensifie. De plus, les chiffres ci-dessus sont susceptibles de changer étant donné la croissance démographique à venir dans les décennies futures. Cette quête vers une solution à la pauvreté énergétique s'accompagne également d'autres considérations, principalement liées aux impacts environnementaux. En effet, l'idéal serait de rendre les infrastructures énergétiques durables afin d'assurer un accès à l'énergie pour tous, tout en réduisant les impacts environnementaux de la production et de l'utilisation d'énergie.

La situation légale actuelle au sein de l'Union

Le droit à l'énergie existe actuellement implicitement dans plusieurs constitutions nationales, lorsqu'il est corrélé au droit à un logement décent et au respect de la dignité humaine. La question à se poser est donc la suivante : l'ajout d'un droit à l'énergie, opposable aux autorités publiques, dans un texte constitutionnel est-il en mesure de changer les conditions de vie précaires de certaines personnes ?

Concernant la situation dans les systèmes législatifs nationaux, quelques pays disposent d'une définition légale de ce qu'est la pauvreté énergétique (Irlande, France, Chypre). L'Union Européenne, quant à elle, n'a pour l'instant aucune définition européenne de la pauvreté énergétique. La tâche de définition est laissée aux états membres, en fonction de leurs situations particulières.

Les citoyens européens ont accès à l'énergie par le biais d'engagements conclus par des fournisseurs de gaz et d'électricité, qui s'engagent à fournir des « services d'intérêt économique général ». La fourniture d'énergie est d'ailleurs considérée par la Commission Européenne comme un service public d'intérêt (économique) général.

☞ Au sein de l'UE, la question des droits fondamentaux est abordée par les articles 2 et 6 du Traité sur l'Union Européenne. Plus particulièrement, l'article 36 de la Charte des droits fondamentaux consacre l'importance des services d'intérêt économique général. Néanmoins, cet article 36 ne consacre pas un droit humain d'accès à ces services mais assure que les actes des institutions européennes n'empêchent pas l'accès à ces services, consacrés par les lois nationales des Etats membres. En d'autres mots, les citoyens de l'Union ont un droit d'accès à l'énergie (c'est à dire aux services d'intérêt économique général) qui doit être reconnu et respecté par les institutions européennes lorsqu'elles adoptent des législations de droit secondaire. En pratique, l'importance de cette consécration dans la charte est soumise à l'interprétation donnée par la Cour de Justice, lorsqu'elle applique ce principe dans un cas concret. Néanmoins, l'activisme judiciaire est interdit, en ce que la Cour ne peut en aucun cas étendre les compétences de l'Union Européenne.

Le rôle actif des Etats membres

Pour lutter contre la précarité énergétique, il faut essentiellement aborder la question des prix de l'énergie et de leur hausse, à laquelle beaucoup font face actuellement. Si nous retraçons brièvement l'histoire, il a été décidé dans les années 1990 de libéraliser le marché énergétique et de favoriser la concurrence. La libéralisation du marché énergétique était, aux yeux de la Commission européenne, une avancée favorable car « la concurrence pouvait faire baisser les prix et être favorable pour les consommateurs ». Pourtant, les prix n'ont pas baissé, et l'énergie n'est pas devenue plus propre, « le marché ne répondant qu'au profit et non à l'intérêt général ». Certains, comme Gilles Pereyron, considèrent que cette concurrence, amenée par la libéralisation de l'énergie, a été néfaste pour les consommateurs, qui ont vu les prix augmenter. Or, si l'on considère que l'accès à l'énergie est un droit fondamental, est-il acceptable que cet accès soit soumis aux lois de la concurrence, plutôt que d'être un bien public garanti par l'Etat ? L'Etat se doit de répondre aux besoins et protéger l'accès à l'énergie par le biais de ses politiques ; ce que les multinationales ne font pas. Par ailleurs, la libéralisation du marché énergétique nécessite une intervention de l'Etat pour que celui-ci puisse assurer « l'effectivité d'un



droit à l'énergie en tant que service public ». Etant donné que le fonctionnement du marché énergétique impacte le risque de pauvreté énergétique, les Etats membres ont la responsabilité d'assurer à leurs citoyens une bonne qualité de vie et une bonne santé ; du moins pour les ménages les plus vulnérables.

En théorie, ce sont les Etats membres qui sont chargés d'imposer des obligations de service public aux fournisseurs de services d'intérêt économique général. Néanmoins, la Directive 2009/72/CE du Parlement Européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité apporte une certaine homogénéité au sein de l'UE. Une fois transposée, cette directive oblige les Etats à consacrer une série de droits aux citoyens européens. Ces droits tendent à protéger les consommateurs vulnérables, mais surtout, s'apparentent à des droits humains d'accès à l'énergie, notamment l'article 3 §2 de la directive.

Une situation légale qui demeure confuse

Bien que la Directive Electricité doive être transposée par chacun des Etats avant que celle-ci puisse produire ses effets, sa simple adoption atteste de l'importance que l'Union Européenne consacre à la fourniture d'énergie pour ses citoyens (notamment aux plus vulnérables). Une fois la directive transposée par les Etats membres, il y aura, à l'échelle de l'Union, un droit d'accès à l'énergie. L'adoption d'un tel instrument législatif est un pas vers la reconnaissance d'un droit fondamental des citoyens européens d'avoir accès à des ressources énergétiques abordables. Mais il reste un bout de chemin à faire, dans la mesure où ce droit n'est pas inscrit dans la Charte, et il n'est pour l'instant pas prévu qu'il le soit.

En théorie, qui serait débiteur de ce droit à l'énergie ? En d'autres termes, à qui incomberait l'obligation de fournir les ressources énergétiques ? En principe, ce sont les fournisseurs d'énergie, mais l'Etat est débiteur en ce sens qu'il garde « la res-

ponsabilité de veiller à ce que tous les opérateurs respectent bien les missions de service public qui leur sont affectées ». L'Etat conserve cette qualité de débiteur et l'obligation reste de nature publique même si le marché est libéralisé et que les fournisseurs sont des personnes de droit privé.

Enfin, même sans la consécration d'un droit d'accès à l'énergie, certaines juridictions nationales jugent que l'accès à l'électricité et au gaz est indispensable à la dignité humaine. Lorsque de telles décisions sont rendues, les autorités publiques ont donc l'obligation positive de garantir un tel accès, bien qu'un droit d'accès à l'énergie ne soit pas expressément consacré.

Aux dernières nouvelles, le droit à l'énergie demeure une revendication défendue par divers acteurs. Le 21 février 2022 dernier, une semaine d'action a d'ailleurs été organisée par la right to energy coalition, pour sensibiliser à la nécessité d'un tel droit, et proposer des solutions à la pauvreté énergétique.

Parmi les acteurs actifs dans cette branche, nous pouvons mentionner le European Anti-Poverty Network (EAPN), qui propose en guise de solution une réforme du marché énergétique européen. Toutefois, le marché énergétique actuel étant libéralisé, cela laisse très peu de marge de manœuvre à l'UE et aux états pour pouvoir contrôler les prix de l'énergie et assurer à leurs citoyens un accès. Le EAPN reste positif et estime qu'il existe des mesures concrètes pouvant être adoptées pour protéger les citoyens et réguler le marché énergétique.

Ludivina Ordonez Rosati
MA1 Etudes Européennes

An overview of Ukraine's role in the green energy substitution of the EU market

The Russian war in Ukraine has highlighted the European States' dependency on Russian fossil fuel production. In fact, it led to the ongoing energy crisis which asserted its impact throughout the continent and extended even beyond. This current scenario has led to several discussions concerning the European energy market, and whether there is an existing solution to the substitution of the ramped-up fossil fuel production (to

lower the prices) with green initiatives. On 17th November 2022, Ukrainian president Volodymyr Zelenskyi reaffirmed that at the end of the Russo-Ukrainian war, Ukraine « is capable of becoming a key partner of the European Union for the purposes of decarbonization ». Thus, Ukraine has a lot of potential in the advancement of renewable energy, a solution that seems to be feasible and meets every involved actor's needs.

EU's dependence on Russia's energy and its effects

The EU's dependence on Russian energy sources was already an evident issue even before the beginning of the Russian full-scale invasion of Ukraine. The rising criticism and concerns over energy dependence of a totalitarian regime were ignored by several European governments and raised several questions in relation to the EU countries' national security issues, decisions that have ultimately aided in the escalation of the current conflict.

In the wake of the energy crisis, the goals set by the European Commission through the European Green Deal have been breached by some Member States in an attempt to circumvent their dependence on Russian energy sources. The best example of such infringement can be observed with Germany, which reverted to the usage of the coal-based plants in order to reduce its consumption of Russian natural gas. « *To reduce gas consumption, less gas must be used to generate electricity. Coal-fired power plants will have*

to be used more instead » declared the German Economy Minister, Robert Habeck, back in June 2022. This decision goes against the goals laid down by Germany to become coal-free by 2030, without even mentioning the decarbonization efforts set by the Green Deal.

The threat of Russia pulling the energetic plug on Europe brought a great amount of uncertainty on stable and cheap energy supply to Europe, which in turn made European economies search for, not necessarily cheaper, alternatives. In some sense, this plug had been already partially compromised through the sabotage committed on the Nord Stream 2 pipeline. Of course, countries can pursue the same practice employed by Hungary by signing a new deal with Gazprom, which does not seem to bring cost-efficiency advantages for the country in the longer term, according to several independent sources. Additionally, the EU can always turn towards more stable and less threatening partners to increase the imports of fossil fuels, such as Norway and Algeria even though it does not guarantee the internal stability



of countries that are so profoundly connected to Russian pipelines.

Is there a divestment plan?

It can be stated that the EU has not done enough to create a timely energy diversification strategy from fossil fuels, which contributed to global perturbations. The first attempt at a diversification effort had been only made in May 2022 with the introduction of the REPowerEU PLAN which essentially proposed a plan on energy saving and diversification of the EU's energy supplies three months into the Russo-Ukrainian War. The EU claims to be at the forefront of innovation-seeking in terms of clean/green energy advancement, however, tardiness in the arrangement and implementation of diversification strategies has proven that the EU is way behind on its own agenda. Consequently, the ongoing war only fuels this uncertainty over the sustainable energy flow and its security of supply.

One can wonder then what could be a solution to the current scenario. A quick switch to decarbo-

nization cannot be achieved instantaneously, as the EU cannot really rely on fossil fuel imports even if it is not from Russia, but from other more stable partners, while keeping in mind that Russia still largely controls the price lever on the energy resources through supply cuts in cooperation with the OPEC+ members (Organization of the Petroleum Exporting Countries). Hence, one of the solutions could lie precisely in Ukraine. In terms of renewable energy production, the potential of the country is promising, as will be explained further next in this article. As such, the possibility that Ukraine could serve as a point of divestment from Russian fossil fuels is one that the EU must take seriously into account.

The undiscovered potential of Ukraine

With a population of around 43 million, coupled with the fact being the country with the largest square kilometers of territory in Europe, Ukraine possesses enormous potential in terms of the energy market. Apart from being one of the biggest agriculture exporters, the country has been a consistent exporter of energy to its



neighboring countries due to its nuclear energy production capacities (even though nuclear energy has not been unanimously accepted as green energy, with a still ongoing debate on its status, it has been labeled by the EU institutions as a sustainable source of energy).

However, the unexplored potential of Ukrainian renewable energy is vast in terms of bio, hydro, solar, and wind outputs. As per the International Renewable Energy Agency, Ukraine's onshore wind potential could go up to 320 gigawatts (GW), while solar up to 70 GW by 2030. As per the CEPS Policy Insights report, Ukraine's floating and fixed offshore wind potential may extend up to 251GW in total. With the potential provided by the bio and hydro resources, Ukraine's possibilities in providing renewable energy are immense. For comparison, Ukraine's pre-war total power generation was measured at 60GW, of which 6.5GW was generated by renewable means.

Looking at these numbers, it can be said that Ukraine's renewable energy production potential could be the main solution for the EU in order to reach its goals in the decarbonization effort, as has been highlighted by Zelensky. But the Russian destruction of Ukrainian energy infrastructure during the war put at stake the possibility of a fast recovery and installation of means of renewable energy production.

What has to be done?

If the EU regards Ukraine's key role in the process of the green revolution it has to make investment

decisions as soon as possible. Yet, it would require not only an ordinary financial investment into the renewable energy sector of Ukraine but also a military investment.

Military support would aid in a quicker recovery of the territory by Ukraine from Russian occupation. Indeed, the full energy potential of what is described on paper cannot be achieved in a country engaged in a full-scale war with a nuclear state. The recovery of the territory is ongoing and is unprecedentedly quick, even though it carries a high price at stake - human lives.

According to the Deputy Minister of Defense of Ukraine, the current perspectives indicate that the war can end by the spring of next year in the form of a Ukrainian victory. It is a possibility that depends greatly on the input of military aid for Ukraine. Within this context of the situation, the given estimation gives a time frame for the EU and Member States to draft the plan of action concerning the decarbonization initiative for Ukraine and its implementation. As far as the implementation efforts are present, Ukraine can become a steady European partner in the decarbonization and divestment efforts as well as a steady producer of renewable energy on the European continent.

Lev Zinchenko

MA2 International Relations

SPONSORED CONTENT



In Jülich, Germany, Synhelion has successfully used solar heat to convert CO₂ and water to synthetic fuels. The Canadian company Carbon Cure has developed a technology to inject carbon dioxide into cement. When the carbon dioxide reacts with the cement, it is permanently stored in the concrete. In the western Netherlands, around 600 greenhouses use the carbon dioxide from industrial plants to enhance their yields, saving 250 kilotons of CO₂ emissions from natural gas annually. These are just a few examples of existing projects or proposals in which carbon dioxide is used as a resource to aid the climate transition.

From CO₂ to synthetic fuel

The war in Ukraine and the related energy crisis have made synthetic fuels even more relevant than before. Synthetic fuels produced from CO₂, captured from industrial exhaust gases or the atmosphere, could provide an alternative to petroleum consumption.

Manufacturing synthetic fuels based on raw materials such as carbon dioxide and hydrogen, rather than importing fossil fuels from authoritarian states has several advantages. The most prominent being that the development of CO₂-based fuels in the EU would be beneficial in improving both the climate transition and the security of Europe.

There are also many difficulties on the road to the desirable large-scale, climate-friendly use of carbon dioxide. Accelerating electricity prices are among the main challenges, with electricity accounting for 40-70 per cent of the production cost of CO₂-based fuels.

Simultaneously, all processes related to carbon utilisation are required to be powered by low-carbon energy to maximise potential. If the energy used to make carbon dioxide and hydrogen into a

synthetic fuel came from a coal-fired power plant, then a large part of the climate gain would disappear.

EU policy on CO₂ use

The EU's Emissions Trading System regulations have been a long-standing obstacle to CO₂ capture and use development. The problem is that whenever an emitter uses or sells CO₂ for conversion into products, the CO₂ must be reported as emitted. What follows is a lack of incentive for industries to use carbon dioxide instead of just emitting it.

It is crucial to ensure that the EU ETS provide future incentives for carbon use. Additionally, a distinction must be made between CO₂ use that includes long-term storage and uses in which carbon dioxide is released into the atmosphere. It is particularly important to create incentives for technologies that combine negative emissions with CO₂ use, such as when carbon dioxide is captured from the atmosphere to become part of cement.

It is, however, not only the duty of the EU to ensure that carbon dioxide becomes a solution instead of a problem. Member states must take inspiration from the American 45Q tax credit, which gives an incentive to those working with technologies linked to carbon capture and the conversion of CO₂ into usable products. A liberal environmental and energy security policy would use tax credits rather than subsidies.

The abundance of carbon dioxide in the atmosphere is creating significant problems for Europe today. It's time to start using it as a resource.

The European Liberal Forum

Crise énergétique : un frein ou un moteur pour atteindre la neutralité carbone européenne ?

L'Union Européenne (UE) essaie depuis plusieurs années de se positionner comme un leader de la transition écologique et les 27 veulent parvenir en 2050 à la neutralité carbone. Mais c'était sans compter sur la crise énergétique. Cette crise est due à la fois au conflit qui oppose l'Ukraine et la Russie et à l'inflation des prix de nombreuses ressources, juste après la reprise économique post COVID-19. Cette crise a de nombreuses conséquences sur la transition énergétique européenne vers la neutralité carbone.

Quel est l'impact de cette crise sur la gestion des énergies thermiques par les pays européens ? En effet, un des principaux objectifs européens est la décarbonation du chauffage. Ainsi le chauffage des bâtiments représente plus de 14 % des émissions de l'UE, selon Eurostat. L'on assiste pour le moment à deux phénomènes, en ce qui concerne la gestion de cette ressource. D'un côté nous avons des décisions de replis vers les énergies fossiles, de l'autre de nouveaux projets de développement et de perfectionnement des techniques de production des énergies renouvelables.

Quel est l'objectif visé par les Etats européens ?

Charbon : les Etats membres freinés pour la neutralité carbone.

Tout d'abord, le conflit entre l'Ukraine et la Russie a fortement diminué l'approvisionnement en gaz des pays européens. Cette perturbation est une des causes principales de l'augmentation des coups de chauffage dans ces pays. Donc pour éviter la pénurie, les membres de l'UE ont fait de la sécurité de l'approvisionnement leur principale priorité, parfois aux dépens de l'environnement et de l'économie.

Ainsi, certains États ont décidé de réemployer le charbon comme combustible, malgré son coût environnemental. L'Allemagne, l'Autriche, la Grèce, la Hongrie, l'Italie et les Pays-Bas ont

décidé de prolonger la durée d'utilisation des centrales à charbon et de remettre en service celles qui avaient été mises à l'arrêt. Par conséquent, la consommation de charbon des Etats membres a augmenté de 10% durant les 6 premiers mois de 2022.

Une des répercussions de ce phénomène est l'arrêt des plans de transition des systèmes de chauffage urbain en Europe de l'Est. Ces derniers devaient passer d'une alimentation au charbon à une alimentation au gaz.

Crise et recours aux énergies vertes, espoir pour la neutralité carbone ?

Jusqu'à présent, il semble que les Etats membres régressent dans leur transition vers des énergies renouvelables. Mais d'un autre point de vue cette crise pourrait être l'occasion d'accélérer la transition énergétique. En effet, l'UE est toujours tenue par son objectif de neutralité carbone d'ici 2050. Pour atteindre cet objectif, les pays membres cherchent à augmenter le déploiement de l'énergie verte, au niveau local. Ils allouent de plus en plus de fonds destinés à des projets pour la production d'énergie renouvelable. Par exemple, la Commission européenne a mis en place un nouveau plan, appelé REPower EU, qui mobilisera jusqu'à 300 milliards d'euros pour arriver à une indépendance complète par rapport aux énergies fossiles russes, d'ici la fin de la décennie.



Mais qu'est-ce qui motive les Etats à investir autant dans les plans de production d'énergies renouvelables ?

L'un des arguments mis en avant est l'augmentation du prix des combustibles fossiles qui rend les énergies vertes plus abordables. Il est donc plus économique d'investir dans ce type d'énergie. Ainsi pour la transition énergétique de l'UE, il est aujourd'hui plus intéressant de passer l'étape intermédiaire, qui consiste à transformer ces centrales à charbon en centrales au gaz, et de les remplacer tout de suite par des infrastructures de production d'énergies renouvelables.

Revenons au chauffage urbain.

Grâce à une nouvelle étude demandée par la Commission européenne, plusieurs moyens ont été identifiés pour que ces systèmes deviennent neutres en carbone. « Certaines

des centrales de cogénération du chauffage urbain étaient surdimensionnées — elles ont été construites pour fournir plus de chaleur que ce qui est généralement nécessaire. Donc la réduction de la taille est une bonne chose » déclarait Tomáš Smejkal, de l'unité de stratégie énergétique du ministère tchèque de l'Industrie dans le magazine Euroactiv.

Ainsi, la taille des unités a été réduite et de plus

petites structures seront mises en service. Cela permettra de réaliser des économies d'énergie et financières, puisque le système de base produisait trop. De plus, ces unités sont plus faciles à combiner avec des énergies renouvelables, comme des pompes à chaleur ou de la géothermie.

Par conséquent, la crise énergétique a permis de repenser les systèmes de chauffage urbain en Tchéquie. De ce fait, cette transformation ne se limitera donc pas à un simple passage du charbon au gaz, comme initialement prévu, mais aboutira à la création de nouvelles unités plus économes et facilement combinables avec des énergies renouvelables.

Face à la crise : une politique de deux poids deux mesures

La crise de l'énergie en Europe a généré des réactions opposées. D'un côté, nous avons des décisions de retour vers des sources d'énergies plus polluantes comme le charbon. Ces décisions ont été prises par certains Etats membres et pour une durée indéterminée. Il est toutefois à noter que ces pays ont bien indiqué que ces mesures sont uniquement temporaires.

D'un autre côté, nous avons ces mêmes Etats qui au travers des institutions européennes semblent chercher à développer davantage la production d'énergie renouvelable au niveau local, avec l'aide de fonds européens. Ces projets de développement semblent avoir des visées à plus long terme et ont pour objectif de maintenir l'UE dans une dynamique de leadership dans la recherche pour le développement durable.

C'est donc une politique de deux poids deux mesures qui est appliquée ici et seul l'avenir nous dira si elle est soutenable dans le temps.

Florence Herman
MA2 Relations Internationales

The future of energy in Europe between COP27 and Russia's invasion of Ukraine

Interview with Suzana Carp

This year has represented an important upheaval in energy matters in Europe, in terms of energy (in)dependence, transition to renewables, supplies and prices, both due to the increasingly worrying climate crisis and following Russia's unprovoked invasion of Ukraine. The European Union (EU) has proved to be still too dependent on other countries, such as Russia, when it comes to energy supplies and still too reliant on gas rather than on renewable energy sources.

We had the chance to discuss these topics with Suzana Carp, a European Climate and Energy Policy Specialist and Deputy Executive Director at CleanTech for Europe. In order to give some background, Suzana Carp holds two master's degrees: one in Migration Studies from the University of Oxford and the second one in EU Studies with a specialisation on climate and energy policies from the College of Europe in Natolin, but her passion for climate advocacy dates to her high school years, when she had the opportunity to study both politics and environmental matters. This is the reason why she felt a very strong calling during the Paris Agreement times to redirect her career towards climate policy. In fact, she has been focusing on finding ways to implement the Paris Agreement into European legislation since then, and she is now contributing to foster innovation in clean technology at CleanTech for Europe. Alongside her professional world, she dedicates herself to activism and campaigning on EU citizenship and political rights.

Eyes on Europe (EoE) : Do you consider the COP27 a success for the global transition towards renewable energy and why?

Suzana Carp (SC) : I don't necessarily think COP27 is a failure per se, in the grand scope of these agreements, because I've been at many cops where there was the idea that the conference is a failure, such as COP25 before the pandemic. And we've had COPs that were absolute failures in the past like the 2009 Copenhagen Summit, where everyone thought that we would never get a climate agreement. So, in the grand scheme of things, I just think this is an overall weak COP. It didn't deliver the commitments the world was looking for, for loss and damage.

There was a point to have the COP in North Africa, which was to give a voice to the countries on the continent. And now we see that actually it's still an issue of resources. For example, the negotiations are prolonging and not all the delegations can afford to stay longer, and the financing for loss and damage is not there yet. So, in a sense, I feel like this COP perpetuates previous failures from other COPs.

But what I see quite interesting is that strong adaptation is really coming and that's because we're starting to live in a climate change world increasingly so. Obviously, Europe is experiencing it, but let's say Europe is more resilient to it at the moment. But the same cannot be said for other parts of the world, and the droughts in Pakistan are an example, that terrible climate events do exacerbate vulnerability of communities around the world.

So, following a year like this, when the climate crisis has become extremely visible, when newspapers around the world were covering it, when it's clear that not even a war will deter Europe from pursuing what is actually pretty much a growth and a survival agenda, you would have thought that COP could have been more of a success story, that is true.

EoE : Talking about the war and its implications: in the light of Russia's invasion of Ukraine and the weaponisation of energy against Europe, such as the complete stop of natural gas deliveries via the Nord Stream

t pipeline, what sort of alternative energy partnerships has the EU explored to ensure improved energy independence?

SC: If you start looking into when the Energy Union was first introduced in European Parliament reports, you'll see that mostly Central and East European member states were already asking for energy independence, highlighting the vulnerability of being so reliant on Russia. But if we look at what happened over the past ten or twenty years, the EU has only increased its dependency on Russia. So there seems to have been a disconnect between what was very clear to some member states and what it has been done.

But I think Russia has made it quite clear, because they've also stopped gas in the past: for them, energy is connected to strategic military goals. So, the sad reality that this war has brought to us is not just that we've been perhaps too lenient on the European side, but also that we've taken too long to actually implement what we said was needed.

The lesson learned is that we can't afford the same with the climate crisis. So, we can't afford to have all these documents that say that we want to mitigate the climate crisis and then they don't materialise as when we wanted to achieve our energy independence. So we need to start moving really fast.

You have probably followed that the EU has looked into gas negotiations with the United States (US). And again, there have been new contracts signed on gas, but what is lacking is evidence that there's production capacity on the US side. First, I'm not very confident that the agreements that we've had with other partners around the world will necessarily all materialise in the way we think they will, because there we're not sure there's production capacity. Secondly, looking for gas as a replacement for gas doesn't actually mitigate the fact that gas is unsustainable. So I think it's a fundamental strategic mistake to replace a long term dependency on gas with another long term dependency on gas when it's not compatible with our climate goals.

So it's much quicker now, and you'll see Council agreements on permitting of renewables. But we could have moved much faster than we did. ☞



transition for sure, but we also want to take a cheaper route generally. So I think nuclear will have to prove its economic benefits when compared with alternatives.

sity inside our Union and to show how Europe managed to create a framework for skill sets, for jobs, for the future and for inclusion to keep up with societal transformations.

Riccardo Rossi
MA1 European Studies

And you're absolutely right, the uranium comes from Russia and very few people actually say that, so when we're talking about securing our energy independence, until we find a different provider or until we can think of different ways of producing nuclear that requires much less raw material, the problem is not solved. And indeed, there's some investments in innovative or new forms of nuclear, but we're not there yet. So as far as I see it, nuclear energy can play its role in a carbon-free world, but we're not there yet.

And let's not forget the nuclear outages of this summer in Europe and the issues with water in France, which raise a huge question about the future of nuclear in a world that will be a climate change heated world where we will have less water and we'll have to prioritise that water for drinking or for agriculture or, let's not forget, for green hydrogen, as electrolysis requires water. All of a sudden, we're in a situation where we need to think that our world won't be the same as it is now and it's not actually clear now how this will impact on nuclear and how it will go ahead.



Europe's strength to support the transition

Suzana Carp believes that the topic of energy independence and innovation on renewable energy sources is bound to become more and more interesting in the coming months and years, and that we will all end up interacting professionally with it to some extent. This is why she encourages everyone to follow climate discussion, whether it's the politics of it or the technical aspects of it.

She considers that entrepreneurship needs to be encouraged more in Europe and the way to make it happen is recognising our diversity as our strength, because the diverse skills, knowledge and experiences allow us to support the transition to a net zero world. And the EU needs to succeed because it should tell a positive story and bring others along by sending a clear message to the world. As 2023 will be the European Year of Skills, we will have the opportunity to value the diver-

☞ We've only now in November agreed to fast forward permitting of renewables, but we could have actually done it already in March. And we could have used the time from March to now to actually do a profound renovation and retrofitting of houses and really focus on finding alternative solutions for heating. But instead, we focused on getting a lot of gas, most of which is actually intended for industrial facilities. Now, I'm not saying industrial facilities in Europe are not important. All I'm saying is this crisis could have been handled with a citizens' focused agenda, which would've then yielded other kinds of energy solutions as priorities.

On the renewables front, sure we have solar and wind, but we also have innovative renewables that still need to develop, which are the future of Europe's energy independence, for example ocean energy or geothermal floating offshore wind. And there wasn't such a strong focus on that. It was just another focus on gas, and of course the elec-

tricity prices have gone up because unfortunately our electricity market is connected to the gas market. Actually, renewables have a very small marginal cost, but the electricity market operates on a marginal pricing basis. So it applies the cost of gas all across the energy producers and this has had horrible repercussions around Europe. This means many small companies have gone bankrupt and the energy bills have gone huge.

EoE : And talking about moving away from gas, how do you assess the future of nuclear energy in Europe? Also considering that many European countries still purchase their uranium from Russia and the German phase-out of nuclear power.

SC : Well yes, nuclear energy is carbon free, which is partly why you see it featuring in many of the net zero scenarios. Having said that, while renewables are becoming so cheap and we see such a revolution in their cost, nuclear energy remains extremely expensive. We need an energy

Can Nuclear Energy be considered green?

The debate whether nuclear energy can be considered a green energy has been ongoing for decades, and both sides - those who agree and those that don't - seem to be entrenched in their positions. However, the topic of nuclear energy has re-surfaced once again. The reason for this is the current energy crisis taking place in the EU and the urgent need to find alternative energy sources and lower the European energy market's dependency

on Russian supplies.

Some believe that it could represent a valid solution to «carry» the EU towards a more sustainable and independent energetic future, while others see nuclear energy as a serious step backward in the effort of greening Europe's energy supply. With that in mind, let us delve on this matter.

Arguments against

On of the most well known environmental NGOs and simultaneously one of the main actors against the use of energy nuclear energy, Greenpeace, summarises the reasons why it would not be «*the way to a green and peaceful world*» in six main points: first, shifting to nuclear energy would not lower emissions enough; quoting data from the World Nuclear Association and the OECD Nuclear Energy Agency, the organisation argues that even if the world doubled its nuclear power capacity, it would still only account for a 4% reduction of greenhouse gas emissions. Secondly, it advocates that facilities are too vulnerable against potential terrorist attacks, natural disasters and war. Third, because they argue nuclear energy is too expensive: according to a report mentioned by the environmental NGO, the production of nuclear energy is more than twice as costly per megawatt-hour than solar or wind energy. Next, they believe that this alternative is too slow: the time required to build a nuclear power plant (NPP) is too long for it to produce appreciable effects in reducing emissions. Furthermore, they assert that it produces great quantities of toxic waste for which there is no permanent solution. And lastly, the technology is not advancing as quickly as it promised: Greenpeace argues that reactors currently in

operation are outdated, as well as affirming that there have not been significant scientific advances in recent years and that nuclear fusion only seems like a distant dream.

Arguments in favour

According to its supporters, nuclear energy is clean and produces pollution-free power and no greenhouse emissions. An article published by the Breakthrough Institute in Oakland, California, draws a connection between the five fastest-decarbonising countries and the fact that they all employ nuclear energy, leading many of its advocates to consider it as responsible for the fastest decarbonisation effort ever. After the construction costs for the NPP, which can be quite expensive, supporters assert that the production itself is cheap and does not have the price fluctuations that coal and gas have. It is considered as more reliable than other sources, including green ones such as wind and solar, because it does not depend on variable weather conditions to produce energy. Moreover, it requires less maintenance and longer time can pass before the power plant needs to refuel. For these reasons, a nuclear energy plant can function at maximum power 92% of the time during the year, according to data reported by the US Office of Nuclear Energy.




Despite the fact that nuclear waste is highly radioactive, 90% of the waste resulting from nuclear energy production can be recycled, and supporters affirm that it still is a more easily manageable problem than climate change. In addition to production waste, uranium, the fuel used in the reactor, can also be recycled. Supporters quote data showing that nuclear waste remains very much less harmful to our health than the toxic chemical waste produced by the coal and oil industry. The US Office of Nuclear Energy states that this type of energy would be even preferable to most renewable energy sources (RES), as they claim it has by far the highest production capacity and reliability. Lastly, among its supporters, there is a shared belief that technological progress will lead to the achievement of nuclear fusion, which would provide practically infinite energy.

What does the Science say?

As presented above, supporters and opponents have complete opposite views. But what's interesting to highlight is that both sides take the very same elements and present them under incompatible lights (expensive vs cheap, little impact vs the best solution, and so on). So, understandably, there is some confusion about who is right, and the media treatment of the subject surely does

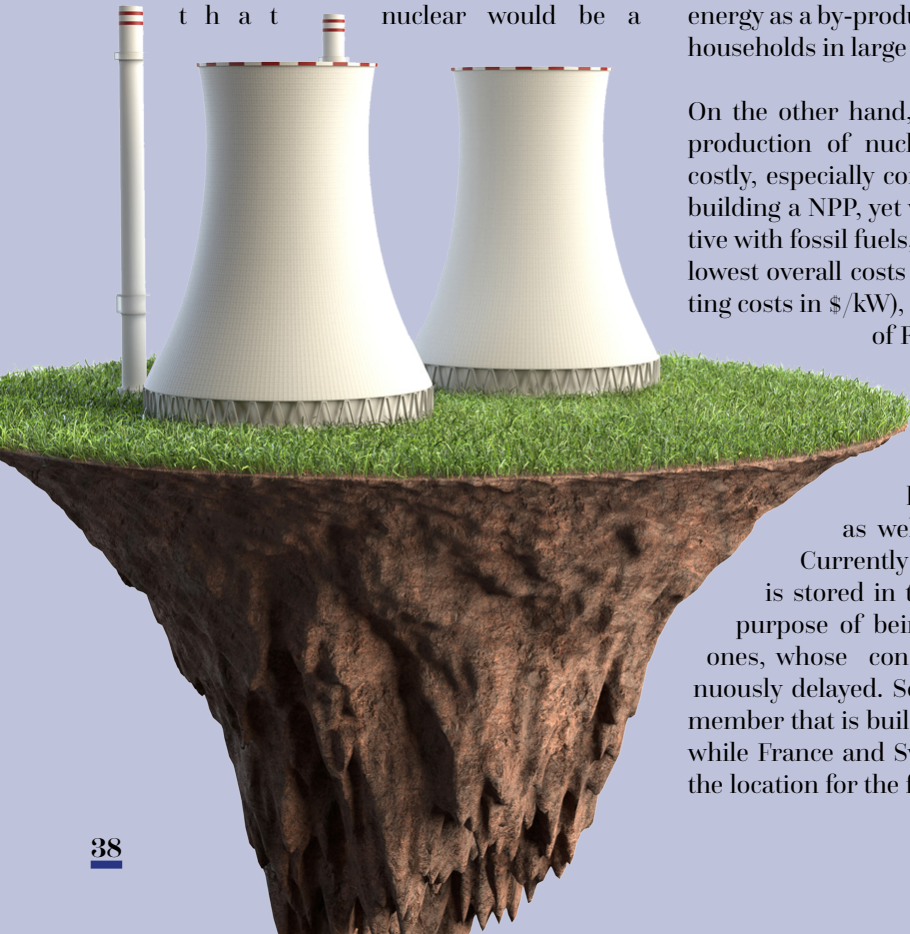
not help to clear things out. As such, what does Science have to say about this?

Andrea Bersano, a research fellow at Politecnico di Torino, Italy, together with his colleagues confirms the fact that nuclear has very low emissions, considering the whole life cycle from the construction to the operation of the NPP. In fact, the «*smoke*» that comes out of the cooling towers is actually just water vapour resulting from the heating up of water within the reactor. Studies cited by the authors find that a larger consumption of nuclear energy would decrease the CO₂ emissions in the world, while the link between RES and emission reduction does not seem to be as strong. In terms of CO₂ emissions (kg of CO₂ per GWh) caused in the whole life-cycle of various energy sources, nuclear energy emits 2.5 times less than wind, 9.3 times less than photovoltaic and 42 times less than coal. In terms of the amount of material necessary to build production facilities, nuclear ranks before RES again. Moreover, the energy density of nuclear power (that is, «*the quantity of energy per unit volume stored in a given material or object, or present in a given space*») is vertiginously higher than that of fossil fuels thanks to nuclear reactions instead of chemical reactions. We're talking over 88 thousand times higher than crude 

oil! For RES, the authors consider as energy density the amount of land space required: for equal amounts of energy produced, solar requires 20 to 50 km², wind farms 50-150km² and nuclear between 1 and 4km².

Another argument brought forward by nuclear energy advocates is supported by scientific data: this type of energy is indeed more reliable, in fact nuclear energy is identified in the study by Bersano and colleagues as « *the only carbon-free option to substitute fossil fuels as backup for renewables* », because it can produce continuously with no interruptions and no dependence on external factors. Some countries have adopted renewable sources as their main sources, but the paper highlights that these are often sparsely populated countries which benefit from particular natural advantages in the production of solar or wind energy, but that this solution could not be effectively applied to industrialised countries.

When imagining a future scenario in which RES cover for the main load of energetic needs, the backup source is always natural gas, but the authors argue that nuclear would be a



much more valid alternative. From the point of view of fuel availability and stability of the supply, nuclear energy proves itself as a much more preferable solution than fossil fuels in terms of estimated remaining years of consumption of uranium. Regarding safety, statistics show that nuclear energy is not only safe, but it « holds the lowest severe accident frequency and death-to-unit energy ratio in the energy field », with the probability of dying from an accident in a nuclear power plant which is comparable to that of being hit by a meteorite. After all, nuclear energy is the only energy source to have a dedicated control body, the International Atomic Energy Agency (IAEA), a UN subsidiary intergovernmental organisation with over 160 member states, devoted, among other things, to the control of safety standards of nuclear plants all over the world. Politecnico researchers further explain that, despite the elevated cost of the construction of a NPP, it would drastically cut the expenditure for electricity imports and fossil fuels purchase, along with the reduction of indirect costs generated in the healthcare system by air pollution. To conclude its advantages, nuclear energy production generates big quantities of excess thermal energy as a by-product, which can be used to heat households in large cities.

On the other hand, the authors report that the production of nuclear energy is indeed quite costly, especially considering the capital costs of building a NPP, yet while nuclear is not competitive with fossil fuels, which have considerably the lowest overall costs (i.e. capital costs plus operating costs in \$/kW), it is comparable with the cost of RES.

Furthermore, another crucial issue in the debate around nuclear energy lies in the waste it produces as well as in its disposal process. Currently in Europe, nuclear waste is stored in temporary deposits, with the purpose of being put later into permanent ones, whose construction seems to be continuously delayed. So far, Finland is the only EU member that is building a permanent repository, while France and Sweden have only determined the location for the future deposit, with the ques-

tion of waste disposal remaining open.

However, highly radioactive waste from nuclear energy production amounts to just three cubic metres per year, assuming the fuel used is recycled, stored in shielded containers and placed in (temporary) controlled deposits. Additionally, it is important to underline that other sectors of most countries' economies produce radioactive waste in much higher quantities than NPPs such as industry, research and healthcare, although the general public does not seem to be as concerned by the latter. In fact, the study observes that a big obstacle to nuclear energy is represented by the public non-acceptance and fear of this technology, understandably caused by the Chernobyl (1986) and Fukushima (2011) accidents.

What about the risk of another disaster?

Speaking of Chernobyl, how likely is it that a disaster like the one occurred in 1986 in Ukraine will happen again? The short answer is: not much. To understand this, we have to have a clear image of what happened in 1986. The accident, which caused 54 direct victims and an estimated 4000 deaths caused by prolonged exposure to radiation, happened at night, during a test at low-power, with the safety protocol voluntarily ignored and the emergency safety systems manually shut off. Most importantly, the Chernobyl NPP did not have a containment structure around the core: a concrete structure built around the reactor's core to contain potential radioactive releases, which is now compulsory in all NPPs. In the years prior to the accident, there had been several reports of malfunctions, but the Soviet Security Agency (KGB) chose to ignore the warnings and swiped them under the carpet.

Regarding the Fukushima accident, what happened was once again extraordinary and hardly replicable. The Japanese power plant was flooded with seawater, and the generator that powered the cooling system was made non-operational by the flood, causing the fusion of three still-warm cores, with subsequent release of nuclear waste in the atmosphere, which fortunately caused no casualties. The flooding was caused by a fourteen-metre tsunami, which went over the nine-metre protection wall, and the tsunami was caused by the fourth strongest earthquake ever registered in

history, which is not a common event.

Going back to Ukraine, but in present days, numerous concerns have rightly been raised around the Zaporizhzhya NPP, which is threatened by the ongoing war. A team of IAEA experts is currently on site, monitoring the situation despite the conflict, and they report that the situation is still risky, because of the frequent cuts in electricity supply to secure the reactors. In the latest reports available at the time of writing on the situation in Zaporizhzhya, the control body's Director General, Rafael Grossi, affirmed that the Zaporizhzhya NPP is in shutdown mode and the risk is therefore lower, but it is still necessary to make every effort to ensure that the safety functions are maintained. Mr. Grossi described the situation as « *precarious, fragile and potentially dangerous* », but he also mentioned ongoing progress to establish a nuclear safety and security protection zone around the NPP.

However, even considering past accidents, nuclear disasters remain very rare. In fact, there has been only a very small number of incidents since the beginning of the use of this technology in the late 1950s, in any case lower than the many fatal, but often overlooked, accidents in other energy sources.

Daniele Bogani
MA1 European Studies

The role of Germany in the current European energy crisis: Facing challenges under the framework of cooperation with the EU Member States.

As Germany detains a large portion of the European total natural gas, both nominal and percentage wise, coupled with its great storage capacity, it is consequently no secret that part of the response of the European Union to the emergent energetic crisis comes precisely from this country. It is, however, curious to note that the very same nation that has the biggest responsive-

ness capacity to the growing crisis is at the same time one of the countries that has contributed the most to the current energy dependency crisis. This article will reflect on the German decisions and how they affected- and continue to affect- the current situation in light of the present situation characterised by a lack of negotiation consensus among the European Union Member States.

Merkel Energy Negotiations with Putin - Germany to blame?

In a period where most of the European Union economies are being affected by the implementation of the sanctions as well as due to the destruction of the e famed gas pipeline known as Nord Stream 1, several academics and analysts of the most credited think tanks have started to ask whether the European economy can surpass a energetic crisis that will probably not only last a winter, but rather has come to stay.

As Europeans approach winter and are consequently confronted with the development of the serious consequences of the energy crisis, one can naturally pose a first question regarding who is responsible for this situation, excluding of course the main antagonist Russia. This search for accountability emerges due to the increase of gas prices felt throughout Europe, to which some scholars agree that could have represented less impact should the dependence created with Russia in the last decade be less intense. It is also possible to pinpoint that the current European necessity of Russian gas derives mainly from the negotiations between the Merkle's government and the Kremlin in the past decade. As the two countries developed close economic ties, mainly in the energy sector negotiations, the energy dependence grew with a total of 56,2% of Germany's gas

imports coming from Russia before the recent invasion of the latter. Having the strongest and most dynamic economy in the European Union, Germany has consequently the biggest influence in the other Member States' economies, generating the so-called « Butterfly Effect », in which it is implied that the stronger the German economy is, the better for the European Union Market, and vice-versa.

Current Challenges from the German perspective and what it means for Europe

The present energetic dependency of Russia is one of the biggest challenges that Germans will have to face, where its citizens will be called for an active participation, starting by reducing gas consumption at home, as solicited several times by the current chancellor Olaf Scholz. Despite currently having their gas storage at 92%, Germany needs to replace its gas import's approach for the upcoming winters, in order to formulate a long-term strategy towards its Russian gas dependency.

This dependency's state can be less impactive if the European Union Member States work with one another. Mainly, it is essential that a clear and strong cooperation between the biggest economies takes place, since it will consequently affect the rest of the Union. France and Germany, the

two countries that currently have the biggest gas storage capacity, are in a call for cooperation that has not been so easy in the last few months, where tensions between these two nations have been developing and directly affecting the European Union identity. Such friction between these two nations was accentuated with the postponed annual Franco-German Summit. In this event, the European Union Energy package was to be discussed. The decline of cooperation also accelerates through the exchange of words between figures of both countries. In a recent conference, the current President of « *Mouvement des Entreprises de France* », Geoffroy Roux de Bezieux, accused Germany- more precisely the Merkle's Administration- of being the most responsible actor of the current energy crisis, when in 2011 Germany started the transition from nuclear to renewable energy, which in Roux de Bezieux eyes, comes with the cost of increasing gas importation, coming primarily from Russia. Therefore, the lack of talks and transparency between Berlin and Paris is leading to a direct negative effect on the energy crisis management.

Despite the lack of consensus within the EU Member States, coupled with the absence of energy action unanimity in the last meetings between the respective Ministers of Energy, Germany, mainly through its chancellor, has searched for actions in order to mitigate the Russian dependency, establishing national policies, such as reviving coal unities in order to substitute the usage of gas power plants, as well as postponing the scheduled exit from nuclear energy, now delayed to 2023.

Regardless of Scholz current

statements being in favour of a united European Union towards the energy crisis, the evidence proves that reality is somewhat different. As described by Euractiv, Germany's €200 billion rescue package to support its own companies during the energy crisis could be interpreted as a unilateral strategic move to gain competitive advantage in the single market, rather than an initiative that seeks to benefit the rest of the Member States. The preference given to this approach has raised accusations from other European countries, such as Poland, that according to Euractiv, accused Germany of « *destroying the EU's internal market by subsidising its own businesses while opposing a pan-European cap on gas prices* ».

Reflecting on this statement, one could highlight a central problem that runs through the EU and that the energy crisis brought to the spotlight once again: that the consensus and cooperation between European Union Member States in moments of great adversity is still reluctant. This lack of will to cooperate contributes to the weakness of the European Union objective, leaving its citizens questioning if the EU project is still operated by the same values that were shared when this institution was first formed.

Lucas Soares
MA International
Relations



The EU policy in the global energy race for critical raw materials

The new raw materials post-Industrial Revolution

Currently, the necessity and commitment to switch to greener forms of energy production has never been more compelling. To that effect, the demand for the materials to build new products and systems that function on, or produce greener energy have substantially increased. As a consequence, these raw materials have now become as valuable and coveted as coal and iron deposits at the start of the Industrial Revolution. This article will attempt to cast some light on the EU position in this changing global market and the plans devised by the European Commission on this matter.

Defining the critical metals

The European Commission has over the years published several lists cataloguing all the critical raw materials for the main industries of the European countries, including the most energy consuming ones as well as for the renewables sector (this article uses the 2020 iteration of these lists named « *Critical Raw Materials Resilience: Charting a Path towards greater Security and Sustainability* ».)

This article will focus on the most commonly known materials that are included in this list. These are cobalt, lithium and rare earth metals. While lithium and cobalt are well defined elements, the term rare earth metals itself encompasses a large number of elements that share the similar chemical characteristics.

Geographical Repartition

The repartition of known critical materials deposits is unevenly spread out over the world. For some of these, the deposits are at times almost exclusively located in a given country. A very striking example rests on these rare earth metals (both light and heavy subclasses) for which about 86% of the world's production is currently located

in China. For lithium and cobalt, deposits are more evenly spread out, with the former being located in Chile and China being the main producers and the latter in the Democratic Republic of the Congo and several others.

Usage

As mentioned previously, the usage of these materials permeate most fields of the modern industries. When it comes to their application to energy and renewables, they are even more critical. To avoid an overly long list of their application, only the uses of the previously mentioned elements will be explicated. The first, cobalt, is used in magnets and as a catalyst in chemical reactions, but more importantly, just as the other two elements in this shortlist, it is a key component in the making of batteries. The second, lithium, whose most important role consists in the assembly of batteries (lithium batteries being the most common type today, it is also used in metallurgic activities for the creation of lightweight alloys such as those used for bicycles and planes). Finally, the rare earth metals, which are further divided between light and heavy, the latter being rarer and thus more expensive. They are amongst the materials used to build electric engines and the like. As it can be observed, most electricity technologies which in turn play a pivotal role for the green transition require these materials to function.



The main challenges ahead

As previously highlighted, these materials are imported to fulfil the EU needs at very high percentages with the principal trade countries being Chile (for lithium), China (for both types of rare earths) and the Democratic Republic of the Congo (for cobalt).

The EU thus finds itself nowadays in an unenviable position. On the one hand, it needs to deal with the ever-increasing pressure for a transition to green, renewables energies. On the other

hand, many of the resources needed for this transaction are located and extracted beyond its borders, in countries with which sometimes the trade relationship may not be at an all-time high. Indeed, the Commission predicts that, by 2030, the Union's dependency on Lithium and Cobalt alone will

have increased by eighteen and six times, respectively.

Therefore, two main opportunities have been highlighted for the EU: increasing local production and developing the Union's recycling capabilities of these materials. For the possibilities of these materials production, several countries within the Union, notably Portugal and Spain, have been identified as disposing reserves of these metals. The development of extraction would be consequently an invaluable help in the EU effort

to diversify its sources of supply.

In regards to recycling, the EU is still behind some countries such as, for example, Japan (see G. Pitron, « *La guerre des métaux rares* »). Currently, cobalt is the most recycled one, reaching 22% of the demand (EU list 2020). Aside from the obvious EU's geopolitical interest to reduce its external dependency on materials, the increased recycling of these materials would also help reduce their ecological impact. Often, it is forgotten that the extraction and processing industry of these products is amongst the most polluting in the world (see G. Pitron, « *La guerre des métaux rares* »). Moreover, the foreseeable increase in the quantity of needed materials reinforce the case for the recycling option as existing reserves in the EU will not be able to keep up with demand.

The two possible outcomes

It can be seen as « *ironic* » that the green transition relies heavily on such rare and polluting materials to refine metals. The concentration of their location and extraction process in such a restricted number of countries- none in the Union- creates, in the current international scenario, a potential danger for the EU's green transition. As aforementioned, there are two main choices for the EU to pursue to improve diversification and self-sufficiency. Among them, only the second option, if developed adequately, can hope to meet the future demand. This path is still long especially when it comes for lithium and rare earth metals, which combine the enviable titles of being the least present in EU's deposits and the least recycled materials. Whether the EU will adopt this path or, with the development of new technologies, unlock new choices, is something that only time will tell.

Flavio Petitjean

Specialised MA in European Interdisciplinary Studies

Le pivot européen vers le gaz algérien et qatari : les motivations derrière ce virage au Sud

Guerre en Ukraine et sanctions européennes contre le gaz russe obligent, les Européens se retrouvent contraints à trouver de nouvelles sources d'énergie à l'approche de l'hiver. Outre les États-Unis, leur allié de longue date, on observe un revirement européen en direction de la région Moyen-Orient Afrique du Nord (MENA) pour son approvisionnement en gaz. Retour sur les stratégies énergétiques développées ces derniers mois avec l'Algérie et le Qatar, tant au niveau européen que national.

L'offensive gazière de l'UE dans la région MENA

Le 10 octobre 2022, Kadri Simson, Commissaire Européenne à l'Énergie, a participé au Forum d'affaires Algérie-Union européenne (UE) sur l'énergie à Alger. En effet, dans le contexte actuel de crise énergétique, l'Algérie, 4ème fournisseur européen de gaz naturel liquéfié (GNL) est très courtisée par l'UE. Reçue par M. Mohamed Arkab, le Ministre algérien de l'énergie, Kadri Simson a rappelé la relation de long terme entre les deux parties et a expliqué qu'elles « bénéficieraient toutes deux de l'augmentation du volume de gaz algérien potentiellement disponible pour l'exportation vers l'Europe ». Sonatrach, la première compagnie pétrolière et gazière d'Algérie et de tout le continent, a indiqué que plusieurs gisements de GNL restent effectivement inexploités dans les régions d'Illizi, de Berkine et de Bechar dans le Sahara algérien. Cette découverte motive certainement le renouvellement du dialogue UE-Algérie, longtemps négligé à Bruxelles notamment en raison de la chute des prix des hydrocarbures en 2014. La visite de Kadri Simson fait suite à plusieurs tentatives de rapprochement avec le gouvernement algérien, entreprises par les différents dirigeants des institutions européennes au cours des derniers mois.



De même, il semble que l'UE cherche à se rapprocher du Qatar, 5e producteur de gaz naturel et premier exportateur de GNL. Le 7 septembre 2022, Charles Michel, président du Conseil européen, a inauguré la nouvelle délégation européenne à Doha. Il s'agit d'un signal fort envoyé par l'UE à la monarchie pétrolière qatarie en vue d'approfondir leur coopération. Sans jouer au jeu de dupes, Charles Michel a rappelé la nécessité de leur « amitié (...) pour surmonter ensemble ces défis extrêmement difficiles », notamment dans « le secteur de l'énergie ». Cependant, le Qatar ne possède pas autant de ressources inexploitées que l'Algérie et, à l'heure actuelle, sa production alimente essentiellement le marché asiatique. Dès lors, les ambitions de l'UE sur le gaz qatari entrent en concurrence directe avec ce dernier. Ce rapprochement de l'UE avec l'Algérie et le Qatar n'est pas une trajectoire singulière mais suit une tendance plus large également entreprise par les États membres à leur niveau national.

La ruée désordonnée des Européens vers des sources alternatives de gaz

La politique énergétique relève d'une compétence partagée entre l'UE et ses États membres, conformément à l'article 194 du traité sur le fonctionnement de l'UE. De ce fait, la question de l'approvisionnement énergétique est traitée aux deux échelles. En mai 2022, l'Allemagne a, par exemple, conclu un accord bilatéral avec le Qatar, approfondissant leur partenariat énergétique. En paral-

lèle, l'Allemagne a investi dans cinq terminaux flottants de gaz liquéfié pour pouvoir recevoir le gaz qatari. De la même manière, les visites respectives de Mario Draghi et d'Emmanuel Macron leur ont permis de conclure de nouveaux accords avec le gouvernement algérien par l'intermédiaire de leur compagnie énergétique nationale. Guido Brusco, chef des opérations de l'Ente Nazionale Idrocarburi (ENI), a annoncé en septembre 2022 que le volume de gaz algérien importé doublera d'ici 2024, passant de 9 milliards à environ 18 milliards de mètres cubes par an. Dans la même perspective, la Déclaration d'Alger signée entre la France et l'Algérie le 27 août 2022 réaffirme leur partenariat y compris en matière énergétique. À cet égard, il est intéressant de souligner que la communication du gouvernement français est relativement équivoque. En effet, après des années de querelles diplomatiques liées à des questions de mémoire et de visas, la France entreprend un nouveau rapprochement avec l'Algérie mais en niant les motivations énergétiques sous-jacentes. En août 2022, la visite d'Emmanuel Macron en Algérie est uniquement qualifiée de « visite officielle et d'amitié » par l'Élysée. Cependant, Catherine MacGregor, présidente d'Engie¹ fait également partie de la délégation. Lors de sa visite en octobre, la même rhétorique est déployée par le cabinet de la Première Ministre Elisabeth Borne : « la question éner-

¹ Société française d'importation de gaz naturel

«*gétique ne sera pas à l'ordre du jour*».

La multiplication de ces accords bilatéraux entre Européens et pays producteurs d'hydrocarbures de la région MENA apparaît comme une réponse pragmatique à la situation d'urgence engendrée par la crise énergétique. Les Etats membres utilisent leurs relations bilatérales, parfois héritées de leur passé colonial, pour sécuriser leur approvisionnement en gaz à l'approche de l'hiver. Mais cet élan nationaliste nuit-il à la capacité de l'UE de conclure des accords globaux ? Des accords à l'échelle européenne pour la fourniture de gaz ne seraient-ils pas davantage pertinents en termes de coût, mais aussi au regard de l'influence croissante de l'énergie dans la géopolitique mondiale ?

Le développement de la diplomatie gazière, un nouvel équilibre dans la relation UE - pays arabes ?

La crise énergétique suivant l'invasion russe de l'Ukraine met effectivement en lumière la dimension stratégique des hydrocarbures. À l'heure actuelle, le gaz naturel liquéfié a particulièrement le vent en poupe. Malgré son coût relativement élevé, sa complexité de fabrication et la quantité de pollution qu'il implique, le GNL est très convoité pour sa flexibilité. Cette particularité constitue un atout majeur pour les pays exportateurs de GNL ; en effet, ils sont en mesure de l'expédier via des bateaux méthaniers dans n'importe quel port et, éventuellement de dérouter leur itinéraire à tout moment, à la faveur de l'importateur le plus offrant. En comparaison, le transfert par gazoduc apparaît plus contraignant et conflictuel, comme les derniers rebondissements de Nord Stream 2 ont notamment pu l'illustrer.

Dès lors, les capacités productives et les réserves de GNL dotent l'Algérie et le Qatar d'un solide levier de négociation dans leurs relations avec les pays européens. Par exemple, après le soutien apporté au plan marocain pour l'autonomie du Sahara occidental par le gouvernement espagnol, Sonatrach a annoncé le 6 octobre une révision du contrat avec Naturgy². Cette révision implique une augmentation du prix du gaz voir même une réduction du volume exporté. Pour

rappel, le Maroc et l'Algérie sont en conflit depuis des années. En 2021 le président Abdelmadjid Tebboune a fermé le gazoduc Maghreb-Europa passant par le Maroc, privant son voisin de gaz alors qu'il en était dépendant à 97%. Ce différend algéro-espagnol pourrait constituer une opportunité pour ses voisins européens de bénéficier du volume de gaz suspendu, surtout l'Italie. Ainsi, l'Algérie est désormais capable de tirer son épingle du jeu avec les partenaires européens grâce à la diplomatie gazière. De manière similaire, un éventuel accord pour augmenter la fourniture de GNL à la France place Alger en position de force dans les négociations. Le gouvernement algérien a toujours souhaité revenir sur la question des visas français. En 2021, la France a réduit de 50% l'octroi de visas pour les ressortissants algériens, sous prétexte d'un manque de coopération de l'Algérie concernant la réadmission de ses ressortissants en situation irrégulière. La crise énergétique change la donne et place le gouvernement français sous pression. Pour de nombreux observateurs, la dernière visite d'Elisabeth Borne à Alger peut se résumer à l'équation suivante : du gaz algérien contre des visas français. Du côté qatari, la manne d'hydrocarbures confère à la monarchie pétrolière un statut quasi intouchable. En effet, malgré les forts appels au boycott contre la coupe du monde de football, ni l'UE ni ses Etats membres n'ont pris position. Il semble que le non-respect des droits de l'Homme et les implications écologiques désastreuses ne soient pas des arguments suffisamment pertinents pour contrebalancer le besoin de GNL qatari. Ces derniers sont pourtant érigés au rang de valeurs fondamentales dans les traités européens.

Ainsi, la crise énergétique redistribue les cartes des relations entre l'UE et son voisinage sud. S'ils manient habilement la diplomatie gazière, l'Algérie et le Qatar peuvent rééquilibrer la balance en leur faveur. Du côté européen, ce moment d'urgence énergétique ouvre également des réflexions plus approfondies sur le rôle laissé aux institutions européennes dans la gestion de l'énergie.

Jeanne Fabreguettes
MA2 Etudes Européennes

² Principal acheteur espagnol de gaz algérien

Read the latest issue of the Progressive Post magazine!



The Special Coverage looks at the **European Health Union** that shall ensure the EU's preparedness for future health emergencies. The Focus on **multilateralism** and international cooperation investigates the faults of the current international system. The Dossier on the **State of the Union** looks at how to realise an ever closer union finally. And in the Dossier on Next Left, we spotlight viable political alternatives to the **narrative of the right**.



Towards a healthier Union

A MAGAZINE BY

FEPS

FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES



www.feps-europe.eu
@FEPS_Europe

2



*European
foreign challenges*

Ukraine is the candidate to the EU:



European dream or a real opportunity?

After the full-scale invasion of the Russian Federation into Ukraine, positive changes took place in Ukraine- EU relationship. In June 2022, the EU granted Ukraine candidate status, which marked a new page in Ukrainian history. What preceded this, at what stage is the implementation of European integration reforms, and what are the chances of Ukraine to get membership - read on.

In the year of 2014, the Ukrainian population made the choice to move towards the EU, a decision entailed by what would come to be known as

the Revolution of Dignity, also designated as the Maidan Revolution. As a result, Ukraine not only withdrew from Russia's zone of influence in the political and economic spheres, but also signed an Association Agreement with the EU. This document prompted Ukraine to change its legislation and introduce reforms that will in a long term process bring the country closer to European standards and values. Since the signing of the Association Agreement, Kyiv worked on the reformation of the state in order to fulfil the criteria.

Eight years later, in February 2022, after the full-

scale invasion of the Russian Federation, Ukraine has not changed its decision of European integration. Already after five days of the war the President of Ukraine Volodymyr Zelensky signed an application for Ukraine's membership in the EU. Kyiv asked Brussels to consider the application under a special procedure, that is, to immediately begin a formal process, which will lead to granting the status of a candidate for membership. And indeed, this is what happened, resulting in an unprecedented example, since normally, the process to become an EU Member State is a long one, as the European Council usually takes years to accept applications. However the decision on Ukraine was made three months later, in the summer of 2022.

European integration reforms: what is going on?

According to the Deputy Prime Minister for the European and Euro-Atlantic integration of Ukraine Olga Stefanishyna, Ukraine has fulfilled almost 70% of its obligations under the Association Agreement with the EU and is aware of the need to complete all legal procedures in order to obtain EU's membership. In the EU report for 2022 on the status of implementation of Ukraine's obligations under the Association Agreement between Ukraine and the EU, it is highlighted that progress has been made in areas of digital transformation, customs and climate action, while reforms in areas such as environmental protection, energy and labour, audiovisual media still needs much work.

Before awarding Ukraine candidate status, the European Commission published a memo under the title 'Opinion on the EU membership application by Ukraine', which indicates the current shortcomings and advantages in the implementation of reforms. In general, the European Commission assesses positively the changes in the political and economic fields.

« Ukraine is well advanced in reaching the stability of institutions guaranteeing democracy, the rule of law, human rights and respect for and protection of minorities. (...) Ukraine has continued its strong macro-economic record, demonstrating a noteworthy resilience with macroeconomic and financial stability ensured also after Russia's


invasion in February 2022. This reflects not only a very strong political determination, but also relatively well-functioning institutions », - referred to in the opinion.

However, despite the positive aspects and progress made, Ukraine has not reached European standards and it will have to continue to improve to do so. Without neglecting the Ukrainian effort, the candidate status was given to Ukraine before the due time, with the implementation of seven reforms chapters by Kyiv until the end of the year 2022 is one of the conditions for obtaining candidate status. Moreover, the decision of the European Commission states that Brussels reserves the right to withdraw the status of a candidate, as well as to transfer the country to another level. In short, in order to maintain the status of a candidate, it is necessary to reform the Constitutional Court as well as the judicial system; enforce more anti-corruption, anti-oligarchic and anti-money laundering laws; harmonise the audiovisual legislation with European legislation;

Nevertheless, Ukraine has demonstrated that it will not give up on its EU accession and Kyiv promises to continue reforms, despite the full-scale war with Russia.

« Following the emergence of Ukraine's candidate status, the approach of national legislation to European and promotion of EU policies took a new impulse to the level of effective implementation. Despite the full-scale war, we continue to implement the Association Agreement between Ukraine and the EU, we continue to systematically remove barriers between us. This is the basis of our recovery and development », - said Olga Stefanishyna, Deputy Prime Minister for European and Euro-Atlantic Integration of Ukraine.

Ukraine is ready for quick accession to the European Union, but the EU is not

Now, the terms of obtaining membership depend on the fulfilment of all the conditions set by Brussels and although Kyiv is ready to complete them quickly, the EU does not see the possibility of Ukraine joining under an accelerated procedure. Thus, during the joint briefing with the President of the Federal Republic of Germany, Frank-Walter Steinmeier, the President of Ukraine, 

☞ Volodymyr Zelenskyi, stated that Ukraine will implement seven recommendations for joining the European Union by the end of 2022. The next step should rest in the accession negotiations, and the Ukrainian government plans to start them before the end of 2023.

« During 2023, we plan to lay the foundation and start the negotiation process regarding membership », emphasized Olga Stefanishyna. « In parallel with the fulfilment of political conditions, we will conclude additional agreements that will allow us to erase the economic and social barriers between Ukraine and the EU ».

Plans for a quick accession to the EU are also confirmed by the statement of Ukrainian Prime Minister Denys Shmyhal. According to him, Ukraine plans to be completely ready to join by the end of 2024.

« European integration work has not stopped for a single day. And by the end of 2024, we plan to be fully ready to join the European Union. This is our valuable and civilizational path », - Shmyhal said, Ukrinform reports.

However, the European Member States do not have rose-coloured glasses on this matter and are more realistic about the situation. For example, the Hungarian diplomat and European Commissioner for Enlargement and Neighbourhood Policy, Oliver Varghei, believes that it is not yet possible to talk about the schedule for the start of negotiations on Ukraine's accession to the EU, writes the German edition Welt. According to him, it is not feasible for Ukraine to complete seven chapters so quickly. In this regard, Brussels cannot yet establish a schedule for possible negotiations. In addition, there seems to be no hint of an accelerated procedure for Ukraine.

« Given the extensive work required to prepare for participation in the EU's internal market and many other important policy areas, the entire preparations for accession will likely take more than a year or two » - the European commissioner said.

Estonian MEP Marina Kaljurand was even more direct in the interview to Delfi. According to her, Ukrainians should not torture their hopes about

possible accession to the EU in a year. The negotiations will be difficult and long, but there will always be room to support Ukraine.

« I will be frank, Ukraine is not ready for membership. The fight against corruption, legal reforms, democratic reforms, there is still a lot to be done. (...) We will help restore Ukraine after victory, we will help with reforms to prepare it for joining the EU », - Marina Kaljurand said.

While the Estonian MEP estimates that Ukraine's chances for EU membership are quite high provided the integration reforms, other European political leaders, such as France's President Emmanuel Macron, exposed a more sceptical forecast defending that it will take decades for Ukraine to be accepted into the European Union. At the same time, the President of the European Commission emphasised that, from now on, the future of Ukraine in the family of European countries depends on the actions of the Ukrainians themselves.

« The admission process is very flexible. Everything depends on what you do, what you achieve. Therefore, the speed and quality are in the hands of Ukraine, which we will, of course, support with everything we can », von der Leyen said in an interview for TSN.

Long way, but with a successful ending

Despite the incompleteness of the reforms provided under the framework of the Association Agreement, Ukraine still received the status of a candidate member of the EU. This action was truly a symbolic political gesture, seeing that Ukrainians are currently fighting in a conflict that will shape the future of the European continent as well as defending European values. This EU's decision

became a sign of hope for the nation, being this a strong political support during the full-scale war with Russia. And this is crucial since many Ukrainians already expressed to feel part of the « European family ».

To conclude, the reforms of European integration must be implemented, not only the political future of Ukraine depends on this, but also the quality of life of its citizens. Ukrainians should prepare for

a long road of reformation, which may not be easy, but it will pay-off in the long run.

Sofia Nazarenko
MA1 Political Science

Défi du gaz en Méditerranée, une partie jouée sur plusieurs échiquiers : le cas de l'Algérie

« Les relations entre l'Algérie et l'Italie sont essentielles pour faire face aux défis auxquels nous sommes confrontés – des crises régionales à la transition énergétique. Nous voulons continuer à travailler ensemble pour la prospérité de nos entreprises et de nos citoyens, pour le futur de la Méditerranée ».

C'est avec ces mots que l'ancien Premier ministre italien Mario Draghi a décrit les rapports économiques et politiques entre les deux pays, à l'occasion du Sommet intergouvernemental Italie-Algérie.

Après cette rencontre, les relations entre les deux Etats se sont intensifiées dans le domaine énergétique. En effet, le 26 mai 2022, la Société Nationale pour la recherche, la production, le transport et la transformation et la commercialisation d'hydrocarbures en Algérie (Sonatrach) et l'entreprise italienne Eni ont signé un Mémorandum d'Entente.

Ce Mémorandum avait pour objectif d'augmenter la capacité d'exportation du gaz algérien vers l'Italie à travers le gazoduc Transmed, qui permet de transporter 30 milliards de mètres cubes de gaz par an. En retour, l'Eni a promis de promouvoir des projets de développement et d'investir sur le territoire algérien.

Mais pourquoi l'Italie s'est tournée vers l'Algérie ? Est-ce que la possession du gaz modifie les équilibres géopolitiques dans la Méditerranée ? En réalité, l'Algérie est seulement un des pions du jeu.

Les dynamiques nationales : de la guerre d'Algérie à la Zone Économique Exclusive

Le rapport italo-algérien a une histoire profonde, enracinée dans le soutien que l'Italie a apporté à l'Algérie pendant la guerre civile des années cinquantes. Mais cette relation n'est pas seulement basée sur l'entraide entre les entreprises.

Au contraire, les deux pays partagent aussi des contentieux ouverts concernant le contrôle de la mer.

La Convention de Montego Bay de 1982 établit des indications pour gérer les ressources maritimes. En particulier, le Traité définit les zones économiques exclusives (ZEE), qui permettent aux pays propriétaires non seulement de contrôler les ressources halieutiques, mais aussi d'en extraire les matériaux énergétiques. Ce dernier élément est particulièrement pertinent dans le contexte de la crise russo-ukrainienne.

Même si l'Italie n'a pas encore une ZEE, l'Algérie en a institué une pour elle-même sans l'accord des États frontaliers. L'Italie s'est opposée à cette décision algérienne le 26 novembre 2018. Le rapprochement des objectifs énergétiques et la stricte collaboration entre les deux pays permettraient de surmonter les disputes juridiques qui ont conduit à la non-reconnaissance de la zone algérienne par l'Italie.

Le rapport avec la Russie de Poutine

Dans le contexte de la guerre russo-ukrainienne, l'Algérie joue un rôle ambigu. En effet, elle s'est abstenue de la condamnation des référendums illégaux en Ukraine à l'Assemblée Générale de l'ONU.

En plus d'être le principal fournisseur militaire de l'Algérie, la Russie a aussi des connexions énergétiques avec le pays africain : en 2020 Sonatrach et la compagnie russe Lukoil ont signé



un Mémorandum d'Entente pour investir dans des opérations d'exploration et de production d'hydrocarbures en Algérie. Le site officiel de Sonatrach rappelle que « la société Lukoil est l'une des plus grandes sociétés pétrolières et gazières cotées en bourse (...) représentant plus de 2% de la production mondiale de pétrole ».

La position algérienne reste très opaque : le pays ne peut se permettre de soutenir complètement la Russie ; mais, en même temps, il est conscient que son approvisionnement en gaz ne peut pas remplacer entièrement celui de la Russie. Pour compenser ce gap énergétique, l'Algérie pourrait exporter le gaz de schiste, un gaz non-conventionnel dont le pays est le troisième producteur au monde.

Le gaz pour l'Algérie : un contrat social et une occasion géopolitique

La possession du gaz et l'augmentation des prix à cause de la guerre représentent une opportunité stratégique pour l'Algérie, dont l'économie dépend à 95% du gaz et du pétrole. Les coûts

réduits de l'énergie garantissent la paix sociale et un rapport serein avec le gouvernement ; une hausse des prix pourrait pousser les citoyens à manifester dans les rues.

Mais le gaz est aussi utilisé comme chantage politique dans le scénario international. En effet, l'Algérie fournit le gaz à l'Espagne avec des gazoducs traversant le territoire marocain, rival de l'Algérie pour le contrôle du Sahara occidental. L'Espagne est favorable au projet marocain de déclarer l'autonomie spéciale du Sahara occidental. Cette coopération entre les deux pays a conduit à la suspension du Traité d'amitié Algérien-Espagnol, avec des aboutissements dangereux du point de vue énergétique.

Un hiver froid nous attend et la situation internationale est encore en suspens : qui fera échec et mat ?

Carmen Noviello
MA1 Etudes Européennes

Green or pink? Another missed opportunity to strengthen the role of women in climate action

When dealing with the 27th Conference of the Parties of the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) – better known and easier to remember as COP27 – the word « green » is often mentioned: green policies, greenwashing, European Green Deal, the Green Zone, one could go on with a long list. One colour that seems to be missing, however, is pink. In a somewhat consciously stereotypical way, we are talking about gender representation. Instead of talking about colours, which bring with them superficial nuances, it is necessary to analyse data to understand how effectively gendered policies designed to fight climate change have been implemented.

COP27 took place from the 6th to the 18th November 2022 in Sharm El Sheikh, Egypt, and many critiques have been raised: the perpetuation of human rights violations in the country, the world's worst plastic polluter as main sponsor, the presence of more than 600 fossil fuel lobbyists – to name a few. Representatives of European and national institutions were also unhappy; Frans Timmermans, Vice-President of the European Commission and leader of the Commission's work on the European Green Deal as well as its first European Climate Law, stated that this edition was « *not enough of a step forward for people and planet* » as « *it does not bring enough added efforts from major emitters to increase and accelerate their emissions cuts* ». Criticism has also, and in some cases especially, been voiced for the unbalanced gender representation, which is strongly unfavourable for women. A BBC study found that women made up less than 34% of the negotiating teams of countries at this year's conference. These figures, alarming as they are, are not very surprising when one



considers that last year, at COP26 in Glasgow, 74% of active speaking roles were occupied by men, who had as well a highly disproportionate amount of active speaking time in the important plenary sessions.

In order to better analyse the topic of women's active role in the fight against climate change we must go back to 2017; in fact, at COP23 in Bonn (Germany) the Gender Action Plan (GAP) was adopted. This plan consists of a new roadmap to incorporate gender equality coupled with women's empowerment in climate change's discourses and actions, agreed the year before, at COP22 in Marrakech (Morocco). Its objective, in fact, is to guarantee women's influence in climate change decision-making processes as well as their equal representation in all aspects of the UNFCCC. Within it, five priority areas are listed: firstly, there is capacity building, knowledge sharing along with communication. This aims to systematically integrate gender considerations and apply this understanding and expertise in the thematic areas of the Convention, the Paris Agreement as well as in policies, programmes and other projects; the second identified priority relies in gender balance, participation and women's leadership in the UNFCCC process; next, comes the concept of coherence, in order to strengthen the integration of gender considerations into

the work of the UNFCCC and other UN entities. Fourth, the gender-responsive implementation coupled with means of implementation, in which gender equality jointly with empowerment's respect and consideration of the implementation of the Convention and the Paris Agreement; lastly, the monitoring and reporting in relation to the implementation followed by the reporting of the Convention and the Paris Agreement;

However, despite the planned intentions to involve women equally, a study by WEDO, a global advocacy organisation for women's rights, showed the minimal achievements obtained in 12 years. In fact, from 2009 to 2021, the increase of women represented in all national delegations was only eight percentage points – increasing from 30% to 38%. Moreover, this result appears even worse in 2022, as the percentage dropped to 34%, as mentioned earlier. The figures become even more alarming if we analyse the percentage of heads of delegations represented by women: in 2009 they were just 10%, in 2021 13%. The highest peak (26%) was in 2017, year of the adoption of the GAP; while the lowest in 2015, with only 9% of women as heads of delegation. In WEDO's study, it is hypothesised that COP15 in 2009 and COP21 in 2015 show these figures as they have been considered crucial decision-making events for the UNFCCC, implying that

the most senior roles taking on the head of delegation are more likely to be represented by men. WEDO's research expressly states that if we continue at this swinging, non-progressive pace, gender parity in national COP delegations will not be achieved before 2040 and gender parity in COP delegation heads will not be achieved in the foreseeable future.

The importance of these data should be analysed considering that the ability to adapt to climate change is affected by several factors, such as: social status, poverty level coupled with access to resources, discrimination and, also, gender. In general, women are more likely to experience intersectional forms of discrimination, making them more vulnerable to climate change: in many countries and areas of the world, they constitute the poorest section of society. The UN «Analytical study on gender-responsive climate action for the full and effective enjoyment of the rights of women» of 2019 has highlighted another key aspect to consider: the situation of women in rural communities, where they represent a source of knowledge about ecosystems along with sustainable management practices. For example, indigenous women play a crucial role in protecting biodiversity and traditions on land management combined with medicinal use of plants. However, the dramatic changes in climate that affect these areas, their ecosystems and biodiversity have an extremely negative impact on the application and protection of this knowledge as well as on safeguarding the land. In addition to being a serious detriment to the community as a whole, it is specifically a harm to women, their role in society, on top of their access to resources – heavily impacting their entire lives.

In 2018 the world was shaken by a girl of just fifteen years old who started a school strike in Sweden to bring attention to the threat of climate change. Through her action, Greta Thunberg got millions of young people – and not only – to take to the streets to demand that leaders of all countries deliver concrete action in the fight against climate change. But she is not alone among the examples of women voicing these concerns. For example, we can highlight the work of Ayisha Siddiqi, a tribal Pakistani climate justice advocate, Co-funder of Polluters Out and Fossil Free

University. At the COP27, she emphasised the urgent need for climate justice, calling on world leaders to do much more to protect those who are especially vulnerable to climate change, referring to the floods of summer 2022 that devastated her country. We can also evoke Christina Figueres, the former Executive Secretary of the UNFCCC, who gathered together governments, corporations, financial institutions, scientists, activists, NGOs and even spiritual communities to achieve together the historic 2015 Paris Agreement on climate change. Lastly, we have the example of Mujeres Amazónicas, a community of more than a hundred women, mostly indigenous, who share the knowledge on the defence of territory, nature, education, health and preservation of culture and traditions from generation to generation.

These are just a few examples of all women, from teenagers on school strikes to CEOs or representatives of the highest climate institutions, who fight daily for concrete protection of the Earth from the effects of climate change. The need for these examples to be known is dual: firstly, because it is necessary for these voices to be given more prominence, to be heard and to be involved in crucial decision-making processes in the fight against climate change. And secondly, but no less importantly, because we need to know about these examples, to give hope to all those young women who want to take part in this movement and personally contribute but who do not feel represented enough to do so. Only in this way will it be possible to achieve climate justice that respects the planet, all generations and the people who are often most affected by this phenomenon: there will never be climate justice without gender equality.

Martina Rubino
MA2 European Studies

The American alternative: Lobbying in a million euros worth market

The war in Ukraine has jeopardised and reshaped the European energy sector, of which almost half is dependent on Russian gas imports. In this regard, it is of vital relevance to highlight the fact that fourteen Member States rely on Russia for more than 50% on its gas imports, which entails a high percentage of financing for Putin's war within the neighbouring country. In this sense, the dilemma on this political agenda is evident considering that Russia is the largest gas exporter in the world. In the heat of the events in Ukraine, Europe questioned whether it should continue buying Russian gas to guarantee consumption or block its arrival, putting the energy security of the twenty-seven at risk.

However, this debate had already begun years before the war started, back when the new gas pipeline, known as Nord Stream II, was about to be launched. Among the different arguments put forward against its operationalization, we find those by the United States, which, along with Poland and certain Baltic States, pointed out the threats that this project posed to their common security. The US worried that the activation of the new pipeline would increase European energy dependence on Russia, as well as foster the bloc's relations

with Moscow, a fact worth highlighting considering that the US is the main producer of liquified natural gas (LNG) in the world. With all these pieces of the puzzle on the table, we understand the threats by the US not only to Russia after the invasion of Crimea in 2014, but also to the European Union in case of the commissioning of the new gas pipeline.

Both Germany and the EU needed Nord Stream II due to the high demand of the industry and domestic use, yet both were aware of the existence of the war drums already resonating on the eastern border. In this regard, the United States reiterated that Nord Stream II would never be put into operation should Russia attack Ukraine, for which reason it agreed with Germany that it would paralyse its launching if that was the case. This scenario materialised in February 2022, and a few months later, after reports from the United States about threats of future sabotage to Russian gas pipelines entering Europe, several explosions took place against the infrastructure in the Baltic Sea, resulting in a temporarily cut off gas flow. After several exchanges of accusations between the different parties, little is known regarding the authorship of the attacks.

Nevertheless, the Nord Stream II incident is only limited to a residual margin of the severe European energy crisis that the war has brought about. In this respect, the European Union and more precisely the European Commission, headed by Ursula von der Leyen, has deployed all possible legal and institutional resources to accelerate the project known as REPowerEU. This plan has two key objectives: in first place, the absolute disengagement of Russian gas by 2027, and secondly, the achievement of European energy security.





☞ However, several difficulties arose from the proposal of the Commission. First of all, that the European Union is not an energy producer, hence, it needs to import energy resources from other countries; the second rests in the fact that there are potential incompatibilities regarding the ecological transition project known as the Green Deal, which seeks a model of environmentally sustainable economic growth. Despite the fact the Green Deal refers to a major framework for the entire energy sector, and REPowerEU is limited to an instrument within it, several voices have risen up against the latest plan pointing out certain incongruences.

Without dwelling on the latter point, let us continue with the alternatives left to the European Union and how US companies, through the European gas lobby, have been able to take advantage of the crisis in order to maximise their interests and monopolise the European energy agenda. By lobby we mean a pressure group in which its members share interests and come together to defend them by influencing policy-making processes. We can find groups of associations, NGOs, individuals, or as in our case, the fossil fuel lobby, a conglomerate of large gas and oil companies.

Before the war, there were several companies that

spent millions of euros defending their interests in Brussels through formal and informal meetings, with all sorts of policy makers and political actors, including the President of the Commission. In this sense, between December 2019 and May 2022, there have been up to 500 meetings between giants from the industry and von der Leyen, and since the beginning of the war in February 2022 to May 2022, more than 100, which involves more than one every day.

This data does not come as a surprise, bearing in mind the exceptional nature of the current situation and the abrupt way in which events unfold, with the Commission trying to respond to the crisis. Among all the strategies deployed on the table we find the aforementioned REPowerEU plan. In line with this project, the Biden Administration has supported the EU in its seek for new sources of energy, as they showed in a Joint Statement a month after the war that was materialised in the EU-US Task Force on Energy Security on the third of November. In this sense, being the United States a world leading producer of LNG, Biden has authorised the increase of energy exports to Europe, enabling all terminals to operate at maximum level. It is worth mentioning some figures, as this situation has given the US, in just few months, a greater profit than of

a whole year in 2021, where some of the leading American companies have doubled their profits and others like Cheniere have allocated 70% of their production to the European market this year, compared to 30% in 2021. However, there are several voices in Europe that have risen up against this operation, accusing the US of taking advantage of one of the worst crises in Europe. In this regard, up to fifteen leaders have complained due to the high price at which the US sells its LNG. Even the French President Emmanuel Macron has criticised the situation arguing the American gas is more expensive than the Russian one.

Notwithstanding, the United States has responded to the criticism alleging that it is the energy giants of Europe which buy the LNG as an intermediary, that sell it to its consumers at exorbitant prices. Among these companies, we find well-known names scattered throughout Spain, France, Italy and Germany, who would be at the same time lobbying in the key processes of the development of the REPowerEU strategy. Precisely, while the Commission designs its plan, we can see how these large corporations interfere in its proposals, consequently redrawing the future of the European energy sector in the short term.

In this sense, it is important to bear in mind that the lobby strategies have not only been deployed through a series of meetings with policy makers, but also these companies have played at the same time a leading role in the negotiation and design of the new legal and institutional instruments.

When the REPowerEU plan was first announced in March 2022, the Commission included the establishment of the EU Energy Platform, a coordination mechanism where Member States can voluntarily join together to negotiate and purchase alternative resources to the Russian gas, especially US LNG. A few months after the launch of said platform, under pressure and at the request of the fossil fuel industry itself, the Commission announced the creation of an Industry Advisory Group. This new group, composed of twenty-six representatives of those same companies previously mentioned, will directly advise the Commission on its own plan.

At the same time, the main firms of said European

gas lobby are immersed in other international spheres of great power, such as the International Association of Oil and Gas Producers. This business group is also called upon to participate in the key decision-making processes that will decide the future of energy in the continent. Furthermore, it is in this same area that the main LNG companies in the United States are located. However, these contacts are not new, since 2014 relations between the US gas giants and officials from the Commission have been strengthened, reaching more than one meeting a week with an investment of up to 250 million euros in lobby. Another example of the strategies followed by the United States within the European market can be demonstrated with the relation between the American Petroleum Institute, the largest trade association for the oil and gas industry being one of the main lobbies in this area within the country, and the European ENTSOG lobby group created in 2013 which proposes Projects of Common Interest in the energy sector.

To sum up, it is possible to observe how the European energy sector has been severely shaken after the war, by having to cut ties with its main supplier of energy resources, Russia resulting in an energy insecurity that is suffocating the European economy and causing the impoverishment of its citizens. Among the plausible solutions, there is the Commission's proposal, which has delegated significant amounts of the decision-making power to the large companies in the European fossil fuel sector, often hand in hand with the LNG producers in the United States. The Commission's justification rests in the emergency of the situation, a scenario already witnessed during the management of the purchase of vaccines during the pandemic.

Lastly, regarding the last COP27 in November 2022, it would be interesting to monitor to what extent the Commission is able to reconcile the management of the energy crisis and the REPowerEU plan with the objectives of the Green Deal, as there are several voices that talk about a Green Betrayal.

Mario Vega Esteban
MA1 European Studies

The future of Euro-African relationships between the Post - Cotonou agreement and the energy crisis

A new strategic partnership between the European Union and the African Union is set to be ratified, yet European and African relationships still continue to be affected by economic and political whirlwinds at the international level. This underlines both a lack of deep commitment and a strategic short-sightedness from the European Union, paving the way for Chinese presence in Africa and hindering the stance of the EU in the world.

The status of European relations with Africa: from aid recipient to strategic partner?

The current legal framework establishing EU-Africa relationships is based on the Cotonou Agreement, signed in Cotonou (Benin) in 2000 and is bound to last twenty years. It replaced the Lomé Convention that provided for joint institutions while removing some colonial legacies and expanding aid to €3 billion per year since the 1990s, for the newly independent countries in Africa, the Caribbean and the Pacific (ACP). When the EU signed the Cotonou Agreement, trade was the core dimension with the intention to create an EU-ACP trade area by 2020: an ambitious project that never saw the light of day. Meanwhile, aid donations through the European Development Fund (EDF) were set at €30.5 billion for the period of 2014-2020, with the primary goal of reducing poverty coupled with a hardened EU's approach towards good governance, human rights and the upholding of democratic values. Even if the works for the Post-Cotonou Agreement started in 2018 and the European Commission and the High Representative for Foreign Affairs and Security Policy proposed a new strategy for Africa in March 2020, a transitional period has been set up to extend the Cotonou Agreement until November 30th, 2021 due to the Covid-19 pandemic.

On February 18-19th 2022, the sixth European Union-African Union (AU) Summit was held in Brussels and was co-chaired by the President of the European Council, Charles Michel, and the

President of Senegal and Chairperson of the AU, Macky Sall. The will to establish an innovative partnership to enhance strategic cooperation between Europe and Africa in various fields - stemming from the 2020 European Commission and the European External Action Service « *Towards a comprehensive strategy with Africa* » - took a central role in the debate. The pillars of the new cooperation revolve around prosperous and sustainable economic development, vaccines and research, peace and security, migration, and

commitment to multilateralism with an investment package of €150 billion funded by the « *EU-Africa: Global Gateway Investment Package* ».

The new impulse given in particular to the digital and green economic transition, the health sector, migration cooperation, and the delivery on global public goods in multilateral fora has been driven by the global impact of Covid-19 along with a shared ambition to achieve the UN 2030 Agenda for Sustainable Development and the AU Agenda 2063. Furthermore, the focus on more regional

and continental economic integration between the EU and the African Continental Free Trade Area (AfCFTA) can be seen as one of the successful moves of African leaders to bring to the fore African priorities through pan-African initiatives. By drawing attention to investment opportunities in a continent full of resources, strategically positioned and with the youngest population of the world, the AU

has managed to present Africa as the continent of the future, as reflected in the name given to the long-term agenda for the continent (« *Africa 2063: The Africa We Want* »). This pressure blends with the EU's new strategy for its engagement in the world in 2021-2027, Global Gateway, focused on major investments in infrastructures to tackle the most imperative global challenges such as climate change, and pandemic prevention as well as to boost competitiveness, by taking into account the needs of partner countries and local communities. This new perspective has also been reinforced by a statement released by EU Commission President von der Leyen following the sixth summit of EU-AU relations: « *the European Union wants to be Africa's partner of choice* ». In this sense, European relationships with Africa have taken a

new mindset direction, stemming from the original humanitarian aid donor and aid recipient connection to turn into a more equal partnership, a concept also included in the final declaration (« *This renewed Partnership will be founded on geography, acknowledgment of history, human ties, respect for sovereignty, mutual respect and accountability, shared values, equality between partners and reciprocal commitments* »). For the detractors of this result, European commitment is volatile since many prior promises have remained unfulfilled. A theory corroborated by Member States' failure to ratify the document yet, putting in danger the Post-Cotonou agreement as well as greater dialogue and cooperation with Africa.

EU's pivot for Southern resources in the energy crisis

The Russian invasion of Ukraine has not only shaken the global order, but it has also overshadowed the outcomes of the Post-Cotonou agreement in the current race for energetic resources. In fact, the European Union has moved towards diversification of its gas supplies in order to detach itself from Russian dependency in the short and medium term notwithstanding the EU's long-term goal of becoming climate neutral (as « *net zero emissions* ») by 2050 through a huge scale-up of renewable energy projects as according to the « *REPowerEU* » plan and the EU Agency for the Cooperation of Energy Regulators (ACER). By considering liquified natural gas (LNG) a fossil fuel that is less polluting than coal and oil, the European Union sees the African gas market as a valid alternative to Russian gas. It is led to do so given that, until the war in Ukraine, only two regions (Northern and Western Africa) accounted for 94% of gas production in the Continent with Europe accounting for 62% of African gas export, according to Policy Center for the New South. Therefore, existing pipelines and new projects, such as the Trans-Saharan Gas pipeline



linking Algeria, Nigeria and Niger, have been revitalized while multinational corporations- the French Total and the Italian ENI- are trying to figure out new energy supplies in Mozambique and the Republic of the Congo and ramp up production in Algeria. Not only does this highlight how the war in Ukraine has boosted realpolitik

at the cost of ethical considerations in the EU's foreign policy but it has also underlined the lack of a strategic and comprehensive approach in the EU's foreign energy policy when it comes to strengthening its presence on the African territory and its resiliency to exogenous shocks in case of conflict, natural disasters, and political divergences that could undermine its energy supply chains. Two notable examples that could lead to disruptions of EU's gas supplies can be presented as follows: first in the Sahel region, where it can be affected by extremist Islamist insurgencies and is vulnerable to Russian penetration through the Wagner mercenary group without the counterbalancing influence of France; secondly, in the Cabo Delgado province in

Mozambique, where the spread of jihadism has provoked almost one million displaced people and interrupted gas extraction operations.

The trap of anti-Chinese containment in Africa

The European Union is not the only foreign power that aims to expand its influence in Africa in the context of the Russian invasion of Ukraine. Among other countries - South Korea, United Arab Emirates, Türkiye, Pakistan, India, Japan, the USA, and Russia- China's presence in Africa is remarkably felt through the Belt & Road Initiative (BRI) launched in 2013. Even if the EU is the first trading partner of Africa followed by China, investments from the latter amounts to a total of \$160 billion in the last two decades, as data from the Global Development Policy Center shows. According to Alessandra Colarizi, author of the book *Africa Rossa*, China draws its legitimacy in Africa from the common adherence to the Non-Aligned Movement (NAM), a historical relationship of fraternity with anti-colonial liberation movements of Marxist aspirations, like in Angola and Mozambique, and a certain commitment for « South-South » cooperation. In the political sense, all European countries can offer in their relationships with Africa is a history of century-long colonial dominance and asymmetric partnerships in which the power balance fell in favor of Western countries (like the « *Françafrique* »). That's why the first step to mending this gap and ushering in a new era of cooperation must go through the historical acknowledgment of European involvement in the creation and perpetuation of an unfair economic and social system that originated from the spread of capitalism, ranging from colonialism to the IMF neo-liberal policies in the 1980s. And little German and French apologies do for their involvement in genocides, respectively in Namibia and Rwanda, if EU countries still fail to waive intellectual property rights for Covid-19 vaccines to enable

Africa to produce its own jobs or to reimburse poorer and less industrialized countries facing climate change disasters. Another issue to be taken into account is the « *conditionality* » criterion for economic support, which recalls the « *new* » American strategy for Sub-Saharan Africa. Although acknowledging the need to root out systemic racism from the US system, it is still based on the promotion of democratic values and good governance hence failing to understand grassroots grievances. Even if the promotion of human rights is a trademark of European stance in the world, this still makes Western strategy weaker when compared to Chinese infrastructure investments that actually have an impact on the people of Africa, such as the Addis Ababa-Djibouti and the Mombasa-Nairobi railways or the continent's 80% 3G infrastructure built by Huawei and ZTE. The capillarity of Chinese presence makes European foreign policy for Africa look like thin air because every diplomatic move comes to be seen in the light of « *Chinese containment* » and not as a sign of true commitment to African agendas. This can be seen with Emmanuel Macron's visit to Kenya in 2019, the first time for a French president since the country's independence in 1963, to reach out towards new horizons in Africa for purely economic reasons in response to Chinese presence in West Africa and after losing the grip on the Sahel.

Time for an earnest approach?

On one side, the EU-AU sixth summit has brought a breakthrough in Euro-African relationships, with African leaders more aware of the need to be considered equal partners. On the other, the EU's foreign policy attracts criticism questioning how deep European commitment to African predicaments is. Technology transfer and wider integration could be examples of the first major steps toward a solution for Europe's crippled foreign policy in Africa. Without them, not only will Europe's commitment continue to resonate as empty words but also comes with strings attached. Furthermore, this strategy will not contribute to the real empowerment of African people and their agendas but will make them always subordinate to European political agenda swirling through different historical, political, and economic challenges. China's rooted presence on the continent should spark a debate on past foreign policy errors, but more importantly, should make Europe reflect on

the reasons for its fading influence over Africa. Starting with acknowledging that the current EU's presence in Africa is based more upon national interests than authentic involvement, besides being challenged by other kinds of economic and political systems, like China, that are better able to engage African societies and play a role in the future definition of the post-Ukraine war global system. Last but not least, the energy crisis has highlighted the « *dilemma* » of European foreign diplomacy between lack of foresight and realpolitik. If the EU wants to hit the 2050 climate neutrality, it needs to reconsider its involvement in LNG investments in Africa in the long run, hence making its African partners doubt its commitment. Otherwise, the EU would be eventually forced to make a tradeoff between the impelling agenda of climate neutrality and energy shortage, highlighting its fragile global stance as the « *first climate-neutral power* » and the shaky diplomacy put into practice to achieve short-term goals in response to recurring circumstantial emergencies. Will Europe be able to become a reliable partner for African countries and seek a more authentic foreign policy approach in North-South cooperation? Or is it destined to lag behind China and lose the bigger race to count for something in the aftermath of the war in Ukraine?

Sara Lolli

Specialised MA in European Interdisciplinary Studies

3

*European
politics*



Le journalisme a vocation à montrer la vérité et exercer un rôle de surveillance dans les démocraties

Interview with Renate Schroeder

Jusqu'à il y a peu, la régulation des médias était un sujet qui n'était pas traité par l'Union Européenne (UE). Le 16 septembre 2022, la Commission européenne a publié le European Media Freedom Act (EMFA), une proposition de règlement ayant pour objectif de favoriser l'indépendance des médias vis-à-vis du pouvoir et la transparence de l'actionnariat. Les enjeux sont l'indépendance des journalistes, le pluralisme et la protection de l'État de droit en Europe. Ce texte fait partie du plan d'action européen pour la démocratie, un ensemble de mesures visant à construire des démocraties plus résilientes dans l'UE. En effet d'inquiétantes tendances sont observées dans certains pays comme la Hongrie et la Pologne, mais aussi en Bulgarie, Roumanie, Grèce... Pourtant, l'indépendance des médias n'est pas seulement menacée par le pouvoir politique. Quelques puissants acteurs privés peuvent aussi représenter un danger pour les rédactions, lorsqu'ils deviennent actionnaires majoritaires des entreprises de médias et s'immiscent dans leur gouvernance et choix éditoriaux. Bien conscients que l'écosystème médiatique européen devient de plus en plus fragile, les acteurs de la Commission ont souhaité contrer ces tendances avec le European Media Freedom Act. Quels sont les apports de ce texte ? Pour mieux comprendre les enjeux autour de cette question, nous avons interviewé Renate Schroeder, directrice de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), qui défend les droits sociaux et professionnels de plus de 320 000 journalistes dans 45 pays.

Indépendance politique et économique des médias

Eyes On Europe (EOE) : Pouvez-vous rappeler ce qui peut menacer l'indépendance des médias ?

Renate Schroeder : Les menaces viennent d'une pluralité de facteurs, c'est pourquoi on a besoin d'une approche holistique pour les comprendre. Premièrement, il y a les menaces politiques, qui viennent directement des États. De plus en plus de pays sont qualifiés de démocraties illibérales, comme la Hongrie, la Pologne, les anciens pays communistes. Ce sont ceux qui ont moins d'expérience de la démocratie et de sa culture. Dans ces pays, l'État a tendance à considérer que le journalisme indépendant doit être dominé. En particulier, il est très mal accepté que les journalistes de la radio et de la télévision publiques puissent critiquer le gouvernement. A cela s'ajoute l'effet Trump, c'est-à-dire que de plus en plus de politiciens agressent et harcèlent les journalistes, notamment en ligne, produisant une culture d'impunité politique, ce qui est très dangereux. Deuxièmement, l'indépendance des journalistes est attaquée également sur le plan économique. Les médias dépendent beaucoup des revenus publicitaires, ce qui crée trop souvent un phénomène d'autocensure chez les journalistes qui n'osent pas attaquer ou déplaire aux annonceurs. Le modèle économique de nombreux médias est fragile, conduisant à une grande précarisation des journalistes, en premier lieu des indépendants. Cela peut nuire à la qualité des informations. En effet, un journaliste très précaire n'a pas les ressources pour aller loin dans l'investigation journalistique et est plus prone à accepter la corruption. En plus, on observe maintenant ce qu'on appelle la capture des médias : des politiciens, des oligarques, des grands acteurs privés partageant les mêmes intérêts achètent les médias, non pas pour le profit, mais pour exercer un contrôle sur la sphère publique.

EOE : Comment définissez-vous l'indépendance des médias ?

R.S. : Les deux éléments clés et indissociables pour garantir l'indépendance des médias sont l'indépendance éditoriale et la protection des sources, l'un ne va pas sans l'autre.

Des déserts de l'information...

EOE: Quel état des lieux dressez-vous de l'indé-

pendance des médias dans les différents États membres de l'UE ? En particulier, comment expliquez-vous l'augmentation de la concentration des médias dans les mains de riches acteurs privés ces dix dernières années ?

R.S. : Aujourd'hui il y a deux cas de figure. En Allemagne, on observe une forte concentration des médias par les familles d'éditeurs comme Axel Springer et Bertelsmann qui, au moins, font partie du métier de la presse. Alors qu'en France ou en Italie ce sont des actionnaires qui ont des intérêts tout à fait différents. Il y a le phénomène Vincent Bolloré¹ en France. En Italie, la famille Berlusconi² est toujours présente. Le Centre pour le pluralisme des médias et la liberté des médias a développé depuis 2013 un outil, le Media Pluralism Monitor. Il sert à évaluer annuellement les risques pour le pluralisme des médias dans les États membres de l'UE. En 2022, il alerte sur les risques pour la liberté de la presse dans la plupart des pays européens à cause de la concentration des médias, combinée à la montée en puissance des très grandes plateformes en ligne. Le bilan est encore plus désastreux au niveau local, il y a des déserts de l'information, dans lesquels il n'y a plus qu'une entreprise de média, et donc plus aucun pluralisme.

La Commission propose de garantir aux médias la liberté dans leurs décisions éditoriales

EOE : Quelles mesures proposées par le European Media Freedom Act (EMFA) vous semblent particulièrement importantes pour défendre l'indépendance des médias ? Quelles sont ses valeurs ajoutées ? Quelles sont ses limites ?

R.S. : Cette législation était attendue depuis longtemps. Il y a trente ans, un livre vert sur la concentration des médias avait déjà été produit, mais avait été rejeté au titre de la subsidiarité qui s'applique au domaine des médias et grâce à

¹ Milliardaire français qui a fait mainmise sur de nombreux médias, notamment accusé d'instrumentaliser la chaîne TV CNews au service de la campagne d'extrême droite d'Éric Zemmour.

² Silvio Berlusconi a été accusé de conflit d'intérêt alors qu'il était premier ministre et également à la tête d'un vaste empire médiatique.

☞ un lobbying agressif et réussi au niveau national par des magnats des médias comme Rupert Murdoch³, l'Allemand Leo Kirch⁴ et Berlusconi. En 2022, la Commission a trouvé un moyen de combiner les sujets du marché intérieur et des médias afin de justifier sa compétence à légiférer sur le sujet. Pour ce faire, elle a utilisé les arguments de la nécessité de protéger les biens publics, dont font partie l'information et l'État de droit. De nombreux articles ont pour intention de défendre la protection des sources et l'indépendance éditoriale, d'améliorer la transparence, d'augmenter les capacités pour évaluer la concentration des médias et de renforcer les autorités régulatrices nationales et européennes. Néanmoins le texte n'est pas toujours cohérent et ne va pas assez loin.

Par exemple, l'article 4 de la proposition de la Commission est dédié à la protection des sources, mais les standards proposés sont moins forts que ceux prescrits par le Conseil de l'Europe et la jurisprudence existante. Les mesures de protection contre les logiciels espions ne sont pas assez ambitieuses, les journalistes ont besoin de plus de protection contre la surveillance privée et de l'Etat. De plus, le texte ne prend pas en compte les journalistes indépendants, alors qu'ils sont justement les plus vulnérables. L'article 5 vise à garantir l'indépendance de la radio et de la télévision publique, notamment en assurant que les membres des Conseils d'administration soient indépendants, et que les États membres veillent à ce que les médias de service public disposent de ressources financières adéquates et stables, ce qui est très important lorsque les États commencent à réduire les financements publics. Dans l'article 6, La Commission propose de « garantir que les dirigeants de rédaction soient libres de prendre des décisions éditoriales individuelles dans l'exercice de leur activité professionnelle » et de rendre transparents les noms des actionnaires, ce qui est crucial ! La FEJ plaide à présent pour la constitution d'une base de données des actionnaires des entreprises de médias au niveau européen. En

³ Homme d'affaires et milliardaire australo-américain, actionnaire majoritaire de News Corporation, l'un des plus grands groupes médiatiques du monde.

⁴ Entrepreneur allemand, qui était à la tête du groupe KirchMedia.

effet, la transparence est nécessaire pour garder la confiance des lecteurs et lutter contre la capture des médias, un phénomène croissant bien copié par le régime d'Orban dans d'autres pays. La Commission reconnaît également que la concentration des médias représente un danger réel pour l'indépendance journalistique. Contre cela, il est envisagé que les autorités régulatrices des médias de chaque pays, les gendarme des médias, puissent rendre des avis aux Conseils d'administration des entreprises de médias. La FEJ juge cela



insuffisant, mais c'est quand même une étape dans la bonne direction. Enfin l'article 24 vise à rendre plus transparent l'octroi de budgets publicitaires par l'Etat, qui peut être une façon pour le pouvoir d'influencer les journalistes, car ces derniers craignent la perte de ces revenus. Mais cette mesure ne s'applique pas aux gouvernements locaux des régions de moins d'un million d'habitants. Or en Hongrie toutes les régions, sauf celle de Budapest, ont moins d'un million d'habitants.

Aucun pays européen n'est sans risques pour les journalistes

EOE : Quel est l'intérêt d'une norme européenne commune ?

R.S. : Au niveau national, il y a très peu de chances pour qu'une législation sur le sujet aboutisse... Notamment dans des pays tels que la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie, la Grèce, la Bulgarie ou encore la Roumanie. D'après le Media Pluralism Monitor, aucun pays européen n'est sans risques pour les journalistes et le pluralisme des médias. Une législation européenne aura pour impact d'attirer l'attention sur ce sujet fondamental à la

bonne santé des démocraties. De plus, un règlement européen, comme c'est le cas du European Media Freedom Act, a pour intérêt d'être directement applicable dans les États membres et d'offrir la possibilité pour les journalistes de mener un recours devant la Cour de Justice de l'UE en cas de violation de ses principes.

EOE : Quel impact du European Media Freedom Act peut-on envisager dans les pays européens ?

R.S. : Pour avoir un impact significatif, le texte doit être renforcé sur les points de la protection contre la capture des médias, la transparence, la

protection des sources, et la protection contre les logiciels espions. Il existe déjà des recommandations du Conseil de l'Europe qui vont plus loin sur ces points, mais qui ne sont pas contraignantes, contrairement aux mesures du European Media Freedom Act.

EOE : Quelle sont les prochaines étapes ? Le texte doit maintenant être examiné par le Parlement européen et le Conseil européen, avez-vous l'espoir qu'il soit renforcé ou au contraire craignez-vous qu'il soit détérioré ?

R.S. : La priorité est que le texte final soit adopté avant les élections européennes de 2024 et le changement de législature. La Commission von der Leyen a beaucoup œuvré dans le domaine des médias. De plus, il y a la crainte que le texte ne soit pas finalisé avant 2024, moment où la présidence du Conseil européen sera donnée à la Hongrie, puis à la Pologne, qui risqueraient de... manquer de bonne volonté pour l'adopter. Mais pour l'instant, les enjeux sont au niveau du Parlement européen, où le nom des rapporteurs des commissions parlementaires devrait être connu en décembre. C'est à partir de ce moment que le travail d'influence et de dépôt d'amendements commencera. La FEJ plaidera en faveur du renforcement du texte et cherchera des alliances stratégiques parmi les organisations civiles. Mais les associations d'éditeurs, notamment allemandes, boycotteront le texte et feront tout pour l'affaiblir.

EOE: Dans la lettre ouverte « Safeguarding peace and democracy in Europe through a strong European Media Freedom Act » signées par 15 associations et publiée le 9 mai 2022, la formule « l'information est un bien public » est mentionnée, comment l'expliquez-vous ?

R.S. : Les médias ont un objectif commercial. Le journalisme a vocation à montrer la vérité et exercer un rôle de surveillance dans les démocraties. Pour ces raisons, les citoyens ont droit à une information délivrée par un journalisme de qualité, avec de hauts standards éthiques et bénéficiant d'un pluralisme interne et d'un modèle économique qui sécurise l'indépendance des médias.

Mina Léopold
MA2 Etudes Européennes

L'ambitieux agenda européen de Madrid

L'Europe fait face à différentes crises sur plusieurs fronts : Guerre en Ukraine, inflation sans précédent, dilemme énergétique, changement climatique, montée des populismes... Le cas de l'Espagne est particulièrement intéressant, Madrid a été touchée de plein fouet par la crise de la dette européenne des années 2010 et la pandémie du COVID-19. Elle a également été l'une des principales destinations des réfugiés en Europe ces dernières années.

Si le pays est toujours confronté à d'importants défis -chômage, reprise économique, identités régionales-, l'Espagne a été un leader en Europe ces derniers mois, que ce soit dans ses réponses à la crise énergétique et à l'inflation, ou à la transition écologique. Il est donc intéressant de s'interroger sur la place qu'occupe Madrid en Europe aujourd'hui et d'analyser les perspectives d'avenir en termes de politiques européennes.

Crise énergétique, l'exemple ibérique ?

L'Espagne a joué un rôle important dans la réponse européenne à l'inflation et la crise énergétique à laquelle l'UE est confrontée depuis le début de la guerre en Ukraine. Tout d'abord en introduisant, aux côtés du Portugal, une limite du prix du gaz naturel. Ce plafonnement a été introduit en juin après des mois de hausse des factures d'électricité des ménages dans la péninsule ibérique, qui souffre d'une mauvaise connexion au réseau électrique du reste de l'Europe. Ce plafonnement fonctionne en découplant le prix du gaz des règles du marché européen de l'électricité et en plafonnant son prix jusqu'en mai 2023. L'idée de prendre cette politique comme exemple et de l'appliquer à l'ensemble de l'UE a ensuite été soutenue par de nombreux États membres ainsi que par la Commission européenne. Toutefois, elle se heurte encore à l'opposition de l'Allemagne, qui s'inquiète de l'approvisionnement en gaz naturel liquéfié de pays tiers, en cas de prix trop faible dans un marché régulé.

L'Espagne a également été particulièrement active dans le domaine des infrastructures énergétiques. La péninsule ibérique n'étant pas directement reliée au réseau électrique et énergétique du reste de l'Europe, et peut être consi-

dérée comme une « île énergétique » européenne, comme désigné par le quotidien en ligne The Local. Cette préoccupation a fait l'objet de nombreuses discussions intergouvernementales dans les capitales ainsi qu'à Bruxelles. Les gouvernements espagnol et portugais ont d'abord conclu un accord avec le gouvernement allemand pour reprendre la construction du gazoduc MidCat, qui relierait l'Espagne au réseau européen en passant par les Pyrénées.

Cependant, ce projet s'est heurté au refus des autorités françaises, Emmanuel Macron considérant le projet comme « non nécessaire, coûteux et dépassé ». Autre argument du gouvernement français : la construction d'une nouvelle infrastructure gazière ralentirait la transition écologique et énergétique. Après des semaines de négociations autour du gazoduc MidCat, le premier ministre espagnol Pedro Sanchez ainsi que ses homologues français et portugais ont annoncé un nouveau projet de gazoduc sous-marin. Ce projet appelé BarMar (Barcelone-Marseille) remplacera le pipeline MidCat en offrant une nouvelle connexion gazière entre l'Espagne et le réseau européen. Ce gazoduc permettra aussi d'offrir un corridor d'hydrogène vert en Méditerranée pour s'aligner sur les ambitions vertes de l'UE. L'hydrogène vert

est produit à base d'électrolyse de l'eau et réalisé à partir d'énergie renouvelable ou nucléaire et donc à faible empreinte carbone. Cette forme d'énergie fait par ailleurs l'objet d'une stratégie spécifique de la Commission européenne afin d'atteindre la neutralité climatique et a été inclus dans le cadre de la taxonomie verte européenne.

Ce nouvel accord permet aux autorités espagnoles de mettre l'accent sur le fait que l'Espagne est une figure de proue en Europe pour ses politiques énergétiques et environnementales. D'un point de vue plus général, les responsables espagnols ont utilisé l'énergie et la transition verte comme un moyen de tirer parti de leur influence européenne. En appliquant très tôt le plafonnement des prix de l'énergie, parallèlement à de nouveaux impôts sur la fortune, l'Espagne a pu atténuer l'inflation historique qui frappe le continent. En effet, c'est l'un des pays de la zone euro les moins touchés par l'inflation, avec un taux d'inflation annuel estimé en octobre 2022 à 7,3 %, seule la France faisant mieux (7,1 %).

Madrid a également été à l'avant-garde des efforts déployés par les gouvernements européens pour quitter le traité de la charte européenne de l'énergie. Cette charte est considérée comme insuffi-

samment ambitieuse en matière de lutte contre le changement climatique. L'Espagne a été le premier pays à s'en retirer, suivie par d'autres grands pays européens comme l'Allemagne, la France, ou les Pays-Bas tandis que d'autres pays comme l'Autriche ont annoncé une réflexion sur un éventuel retrait. Pour le cabinet de conseil norvégien Rystad Energy, cette décision suit la stratégie de l'Espagne et du Portugal pour devenir « des nouvelles puissances énergétiques européennes ». Selon leurs estimations, la péninsule ibérique pourrait atteindre 79 % d'énergies renouvelables dans la production de son mix énergétique d'ici 2030, un exemple pour l'ensemble du continent.

Une montée en puissance au sein de l'UE

La proactivité des responsables espagnols en matière de politiques énergétiques et environnementales doit être replacée dans un contexte plus large. L'équilibre des pouvoirs au sein de l'UE est en train de changer ces dernières années. Un nouveau gouvernement a pris le pouvoir à Rome et a suscité des inquiétudes quant à ses prétendues positions eurosceptiques. D'autre part, le couple franco-allemand a souffert d'une certaine discordance concernant les politiques clés de l'agenda européen telles que la défense ou l'énergie. Cette modification de la dyna-



« mique du pouvoir laisse l'Union européenne sans leader naturel. Pour Pedro Sanchez, il s'agit là d'une occasion idéale pour présenter l'Espagne comme un partenaire solide à ses homologues européens, afin de combler ce vide à Bruxelles.

L'Espagne aura plusieurs occasions de façonner l'agenda politique européen et d'apparaître sur le devant de la scène européenne. Elle assurera la présidence du Conseil de l'UE au cours du premier semestre de 2023. Les principales priorités de cette présidence ont déjà été annoncées par le ministre des affaires étrangères José Manuel Albares dans un discours aux ambassadeurs. La pierre angulaire de cette présidence sera « *le renforcement de l'unité* ». Pour ce faire, deux grands domaines de travail semblent être privilégiés.

Le premier est l'énergie, en particulier la sortie des combustibles fossiles et le développement des énergies renouvelables. Le second axe de travail évoqué par le ministre est la gouvernance européenne, notamment en matière de fiscalité et d'investissements publics. Ces deux piliers rappellent les politiques entreprises par le gouvernement espagnol pour atténuer les effets de la crise inflationniste. Au-delà de ces deux piliers, les objectifs de Madrid pour cette présidence semblent ambitieux. Comme le souhaite José Manuel Albares, plusieurs thèmes seront abordés : la cohésion sociale et territoriale, l'autonomie stratégique, les méthodes de prise de décision, une attention accrue à l'Amérique latine, au monde arabe et au voisinage sud.

D'autres événements verront également Madrid à l'avant-garde de la scène européenne dans les années à venir. À commencer par le sommet de la toute nouvelle Communauté politique européenne (CPE), qui a eu lieu pour la première fois à Prague en octobre et qui sera ensuite accueilli en Moldavie puis en Espagne.

Un consensus pro-européen à domicile

Cette inclination des pouvoirs publics espagnols pour la construction européenne est notable et s'explique par la relative absence de mouvements euroseptiques sur la scène politique nationale. En effet, contrairement à ses voisins français ou italiens, les visions européennes des principales forces politiques espagnoles sont plutôt favo-

rables à l'intégration européenne. Même le parti populiste d'extrême droite VOX, en progression dans les sondages, est plutôt modéré vis-à-vis de l'Union européenne.

Cela semble donner au gouvernement une importante marge de manœuvre sur les politiques européennes. Dans le même temps, cela permet également aux Espagnols de renforcer leur image de partenaire fiable auprès de leurs homologues européens. Les responsables espagnols jouent habilement de cette position ambivalente avec leurs partenaires. Le Premier ministre Pedro Sanchez entretient de très bonnes relations avec Emmanuel Macron et soutient ses vues sur la défense et « *l'autonomie stratégique* », projet phare du président français en Europe. D'autres commentateurs relèvent également une relation chaleureuse entre le Premier ministre espagnol et le chancelier allemand Olaf Scholz, notamment en raison de leur appartenance commune au Parti socialiste européen (PSE).

L'ensemble de ces éléments laisse présager une place grandissante pour l'Espagne sur la scène européenne. Si le royaume ibérique parvient à consolider sa reprise économique et à traverser les périodes politiques impétueuses du continent, Madrid pourrait combler le vide laissé par Rome au sein des trois grands de l'UE. Créant ainsi un axe Madrid-Paris-Berlin, et contribuant fortement aux futurs développements politiques en Europe.

Joris Rouillon
ialisation en Etudes Européennes

Aborting in Europe: a threatened right? State of play in four European countries

Abortion is a human right allowing women to interrupt any unwanted pregnancy. Over time, several women fought to acquire this right, and many are still fighting today. In Europe, while many countries did legalise it, many obstacles remain on the women's path, some backlashes have been witnessed in the last decades. This article will review the current situation in Poland, Hungary, Italy, and Germany.

Poland, a near-total ban on abortion

Poland is one of the most restrictive-countries in what concerns abortions rights right after Malta where there is a total-ban on abortion.

In this very catholic country, abortion laws have traditionally been quite restrictive for women, with an outbidding trend in the past few years. In fact, in October 22nd 2020, the Polish Constitutional court ruled that any « *abortion on ground of severe irreversible foetal defect or incurable illness that threatens the foetus' life* » was unconstitutional. This is crucial since 90% of abortions performed in the country were legally performed based on this rationale.



Nowadays in Poland, abortion is allowed in only two exhaustive situations: if there is some recognised danger for the mother's health and life, or if the pregnancy is derived from a rape, which is something that in practice has proven to be difficult.

The constitutional ruling – which entered into force on January 27th, 2021 – led to a massive social movement in Poland, with big protestations in the cities, especially in the capital Warsaw. Women's rights defenders claimed that this new ruling will seriously endanger women lives, since many doctors and medical professionals are too afraid to perform abortions even though the pregnant woman's life might be threatened, due to the repercussions that they may be subjected to.

At the moment of the writing of this article, to abort, Polish women have two options: whether they go to another country where abortion is legal, whether they import aborting pills. Nonetheless, the pills tend to be expensive, and consequently women with few resources cannot afford these solutions, turning towards extra-legal abortions.

Hungary, insidious abortion limitation

On September 12th 2022, the Hungarian nationalist government tightened the rules on abortion, making it a more complicated and bureaucratic process for women. The government created a procedure in which women will have to be subjected to hear or see any vital function of the foetus, mainly the heartbeat sound, during a mandatory echography in a « *clearly and identifiable way* ». Once this is done, they are allowed to

launch the abortion procedure. All medical professionals, including obstetricians gynaecologists, must provide this medical exam as well as to produce a report confirming it has been done. The decree entered into force on September 15th. However many people are sceptic regarding its efficiency and many doubt that it will change the mind of women who decided to have an abortion. Nevertheless, many agree that this will create extra suffering for pregnant women.



Although abortion in Hungary is legal since the 1950's, there has been many restrictions since then. In 2012, Orban's government added a sentence in the Constitution stating that « every life must be protected from its conception ». Currently, there are only four cases under which abortion is allowed in Hungary: in case of pregnancy resulting from rape (but rare in practice), in case of risks to mother's health coming from the pregnancy, in case of severe disability of the foetus, and in case of serious personal crisis.

The actual government and its majority within the parliament are insidiously and progressively tightening abortion step-by-step in a roundabout way. For example, the morning-after pill is illegal, which prompts women to consult a hard-reaching family planner counsellor to be allowed to abort, but they must take an appointment through a phone number available solely thirty minutes a day.

Italy, a road for termination full of obstacles

Even though abortion is legal for decades in Italy, in practice women face many difficulties to access to it, with the preponderance of the Christian religion contributing to this scenario. Moreover, the recent election of Giorgia Meloni as head of government is not a reassurance to pro-choice partisans. If the Fratelli d'Italia leader officially denied any will to attack abortion right, in practice many questions can be raised concerning her party actions at the local level.

In fact, in Italy around 70% of doctors are opposed to abortion for so-called moral considerations,



and in some regions and cities (even big ones) abortion can be impossible because of the lack of doctors willing to perform pregnancy terminations. The law 194 (1978) legalised abortion but also allowed the doctors' right of conscientious objection.

The aborting procedure in Italy is full of obstacles: women must undergo a medical exam, then they must respect a seven-days waiting period and finally follow a counselling session which are often oriented to dissuade them to pursue their initiative. Several women complained about being subjected to psychological pressure and traumatised by anti-choice counsellors; some were even given money to pursue their pregnancy.



Furthermore, the situation worsens in regions led by centre-right and right-

wing parties

with the Marche region as a significant example. In this region, women cannot have access to abortion pills even though its use is perfectly legal. Additionally, another practice which causes heavy psychological pain to women also persists with some radical groups picking-up the aborted foetus and organising burials in cemeteries, writing the mother's name on the grave without her consent.

Germany, putting aside a Nazi-era law

In June 2022, Germany was still applying a law on abortion dating from the Nazi period, that being the article 219a of the criminal code. This law notably prohibited any doctor to publicise or communicate about his abortion practices. In other words, gynaecologists happened to be condemned just to have mentioned it on their websites, like Kristina Hänel who was condemned to a €6000 fine. Technically, abortion is still illegal in Germany, but neither women or doctors are facing penalties for it.

Although the abortion process is still complicated in Germany since many rules are restricting it.

The abortion must be proceeded during the first twelve weeks of pregnancy. Women have the obligation to follow a counselling session (in state-approved establishments) three-days before the termination, though getting an appointment is very difficult. This causes delay and can jeopardise the pregnant woman's chance to abort.

In more conservative and religious länders, abortion is even more difficult due to societal and peer pressure. In these regions, women encounter great difficulties to find a doctor willing to perform abortions. For example, many women living in Bavaria are choosing to abort in Berlin to escape the psychological pressure caused by fervent religious people animating the family planning meetings.



Finally, it has to be noted that abortions are not reimbursed by the German Social Security, creating inequalities between women from different socio-economic classes. Since 2003, the number of abortions performed in Germany is in decline, which can be a worrying sign of women rights.

These examples remind us that we should not take any rights for granted. Any big advances in Human Rights can always be followed by great backlashes. Nonetheless, women from all over the world are still fighting for abortion rights; Poland, Hungary, Italy and Germany being no exceptions.

Noémie Berthier
MA2 European Studies

Entre protection et exposition des mineurs, combattre la cyber-pédocriminalité dans l'UE

Un nouveau règlement européen est actuellement débattu pour protéger les mineurs des abus sexuels commis en ligne. Cependant, les retombées de ce combat universel sont controversées et suscitent des inquiétudes quant à la vie privée des mineurs. Patrick Breyer, eurodéputé et rapporteur fictif sur le texte, a expliqué à Eyes On Europe les aspects litigieux de cette proposition.

« Je voudrais commencer par un message aux enfants piégés dans un cycle abusif, qui ne sont pas en sécurité chez eux : ce n'est pas de votre faute. Vous n'êtes pas seuls. Cette proposition vise à vous protéger, à vous secourir et à vous aider ». C'est avec ces mots que la Commissaire Johansson a annoncé le 11 mai dernier un nouveau règlement européen pour traquer les abus sexuels commis en ligne sur des mineurs. S'adressant aux auteurs des abus, elle a ajouté : « C'est vous que nous viendrons chercher ». De telles agressions sont plus fréquentes qu'on ne le pense. Selon la Fondation Internet Watch, plus de 62 % du contenu en ligne d'abus sexuel sur des enfants dans le monde est hébergé par des serveurs dans l'UE. La crise du COVID-19 a exposé les enfants encore davantage à ces agressions. Pendant le confinement, les mineurs étaient plus vulnérables aux abus en ligne, et selon une analyse d'Europol : « au cours des premiers mois de la crise, la demande de contenu pédopornographique a augmenté jusqu'à 25 % dans certains États membres de l'UE ».

Au niveau européen, la traque des abus sexuels sur les mineurs est un enjeu peu retentissant mais bien réel. En 2011, l'UE a adopté une directive pour criminaliser ces actes. La Commission souhaite maintenant mettre à jour cette loi avec un nouveau règlement, qui prévoit notamment la création d'un centre de soutien aux victimes. Le centre mettra

aussi à disposition des plateformes de messagerie instantanée des outils techniques pour crypter les messages et détecter les contenus suspects. Lorsque le fournisseur de services en ligne détecte un message crypté comme étant suspect, celui-ci est alors transmis au centre pour évaluation. Si le centre estime que le contenu signalé présente un intérêt criminel, il le transmet aux autorités répressives nationales.

Une loi indispensable et pourtant contestable

L'eurodéputé Patrick Breyer est l'un des rapporteurs fictifs sur ce règlement. Le groupe des Verts l'a chargé de négocier le texte de la Commission avec les rapporteurs des autres groupes politiques. Il représente donc les intérêts et la position majoritaire du groupe lorsqu'il modifie le texte. Une fois que les groupes politiques sont parvenus à une position commune sur ce texte, les rapporteurs commencent à négocier en trilogue avec le Conseil. A la fin de leurs négociations, les deux parties doivent parvenir à une version commune du texte pour co-légiférer, sinon le texte ne peut être adopté.

M. Breyer est pleinement conscient de la nécessité croissante de protéger les mineurs contre les cyber-agresseurs. Cependant, il affirme que cette nouvelle proposition est complètement différente de la directive de 2011. « La nouvelle proposition prévoit que les fournisseurs de services de communication (WhatsApp, Gmail, les services de chat, y compris les applications de jeux et de rencontres) seront tenus d'analyser le contenu de vos messages privés, photos et vidéos », explique M. Breyer. « Cette analyse permettra de détecter tout éventuel matériel d'exploitation sexuelle ou tentative de la part d'un adulte d'entrer en contact avec une personne mineure ».

Ni la protection des enfants, ni la traque des délinquants

« Tout ceci n'a rien à voir avec la protection de »



© Alice Pageaud

« L'enfance, mais avec la désresponsabilisation des mineurs », affirme M Breyer. « A mon avis, ce règlement est un énorme recul pour la protection européenne des droits de l'enfant. En effet, il porte préjudice aux mineurs en les privant de leur droit à la correspondance privée. Nous savons par exemple que les enfants échangent souvent des photos et des images d'eux-mêmes, parfois aussi des images nues à travers des sextos, et ce règlement leur vaudrait d'être dénoncés à la police ». En l'occurrence selon M Breyer, en Allemagne, plus de la moitié des enquêtes criminelles pour échange de contenu pédophonographique traquent en réalité des personnes de moins de 18 ans.

Plus important encore: selon M Breyer, le règlement ne permettra pas de traquer efficacement les agresseurs. « Ce règlement n'affecte pas les véritables criminels car ils utilisent des forums du darknet ou des archives cryptées. Ces contenus sont technologiquement impossibles à détecter. En revanche, les mineurs seraient criminalisés », explique-t-il. « Ce qu'il faut faire, c'est empêcher la production même de ce contenu. Nous devons poursuivre les auteurs et infiltrer leurs forums secrets. Nous devons nous faire passer pour l'un d'entre eux, ce qui nécessite un travail de police infiltrée et beaucoup de temps. Mais si les forces de l'ordre sont submergées de signalements de contenus pour la plupart non criminels, elles n'ont pas le temps de s'attaquer aux vrais agresseurs ».



Au lieu de soutenir pleinement la proposition de la Commission, M. Breyer préconise une plus grande sensibilisation auprès des mineurs, comme la campagne #SayNO d'Europol. « La sensibilisation est vraiment importante. Elle devrait être enseignée dans les écoles et dans toutes les institutions d'accueil extrascolaires », insiste-t-il.

Le bras de fer entre l'UE et les prestataires

Meta est l'entreprise la plus active dans l'envoi de rapports aux forces de l'ordre. « La raison en est que, chaque fois que quelqu'un partage une image suspecte dans un chat ou un groupe WhatsApp, tous les membres du chat sont signalés pour l'avoir seulement regardée », explique M Breyer. « Et les jeunes ne sont souvent pas conscients que ce contenu est criminel et non pas drôle. Souvent

les jeunes n'ont pas d'intention sexuelle lorsqu'ils publient ce type de contenu, mais il est largement diffusé, et c'est pourquoi des millions de personnes sont signalées par Meta », ajoute-t-il.

Dans sa proposition de règlement, la Commission a inclus une obligation pour les fournisseurs de services en ligne de payer des sanctions s'ils ne notifient pas les contenus abusifs. Selon M. Breyer, cette obligation devrait être assortie d'une menace de sanction si les entreprises ne s'y conforment pas. Tout en essayant d'adopter une approche coopérative avec les fournisseurs de services en ligne, la Commission leur a reproché de ne pas être assez actifs dans le signalement des contenus abusifs.

M. Breyer nuance cette critique en rappelant que les plateformes peuvent être dépassées par la quantité de contenus qui circulent en si peu de temps. Pour résoudre ce problème, la Commission propose d'utiliser des algorithmes pour rechercher automatiquement les contenus suspects et les signaler à la police. Cependant, la plupart des signalements ne sont pas pertinents : « La police fédérale suisse a publié des chiffres selon lesquels 80 % des signalements qu'elle reçoit des fournisseurs ne sont pas pertinents sur le plan pénal et concernent par exemple des photos de famille. Et pourtant, la police examine tout cela et je m'y oppose fermement car nous avons le droit à une vie privée ».

Entre droit à la vie privée et lutte à la criminalité

L'obligation de détection est l'un des aspects les plus controversés du règlement. « On pourrait la comparer à l'obligation pour la poste d'ouvrir toutes nos lettres et de les crypter pour détecter tout contenu suspect. Ce serait inacceptable, vous ne pouvez pas placer toute la population sous surveillance constante juste parce que certaines personnes pourraient commettre des crimes. Pour les personnes innocentes, les effets de cette surveillance omniprésente sont massifs, car elles ne peuvent plus compter sur la confidentialité de leurs échanges ».

Pour l'eurodéputé Breyer, cette menace pour la vie



privée pourrait causer des dommages à plusieurs niveaux. Les lanceurs d'alerte perdraient par exemple leur anonymat en divulguant des informations, ou encore les citoyens ne pourraient plus partager illégalement des livres ou de la musique protégés par le droit d'auteur avec leurs amis. « Cette proposition pourrait être étendue et utilisée abusivement à des fins complètement différentes », prévient le député Breyer.

Au cœur des négociations, qui a raison ?

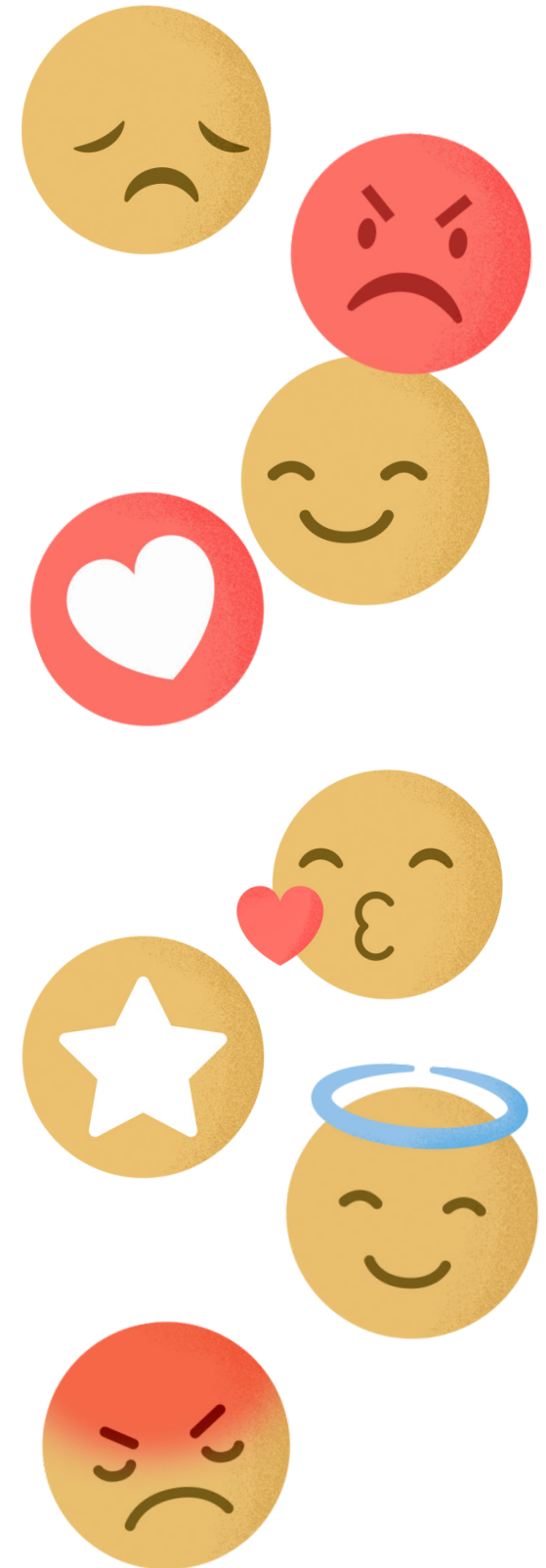
Au sein de la Commission Emploi, M Breyer explique que les eurodéputés sont assez divisés : « De nombreux collègues sont en général très favorables à la proposition, tandis que d'autres sont critiques, car ils sont conscients des conséquences d'un système de surveillance générale: il compromettrait fondamentalement le cryptage sécurisé ». Une fois que les députés européens seront parvenus à un accord, il sera temps de procéder à des négociations en trilogue avec le Conseil. Selon le député Breyer, la grande majorité du Conseil, à l'exception de l'Allemagne et de l'Autriche, soutient l'idée de la Commission. La Présidence thèque du Conseil, dirigée par le Ministre de l'Intérieur, Vít Rakušan, semble également favorable.

Les ONG de protection des droits de l'enfant quant à elles soutiennent la proposition de la Commission européenne. En effet, plus de 90 organisations ont signé une lettre ouverte pour confirmer leur soutien. Le défi pour la



Commission est d'exiger de la part des plateformes des technologies de détection efficaces et peu intrusives à la fois. Mais est-ce efficace pour traquer les agresseurs et protéger les mineurs ?

Luisa Gambaro
MA2 Etudes Européennes



Eye Association

Follow our activities on
socials ...



Eyes on Europe

Eyes on Europe



... and find out our website!



eyes-on-europe.eu



Crédits

Martina Rubino
Présidente

Francesco Pannullo
Secrétaire général

Ambre Racaud
Trésorière

Bruno de Sousa
Co-rédacteur en chef

Luisa Gambaro
Co-rédactrice en chef

Team évènements :

Camilla Collet, Clara Balestrieri, Emma Fransen, Lucie Cogniaux, Raphael Empain

Team Communication :

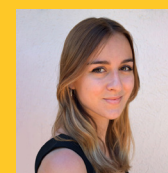
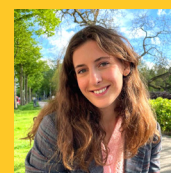
Johanna Tirinelli, Eduard Brinzeiu

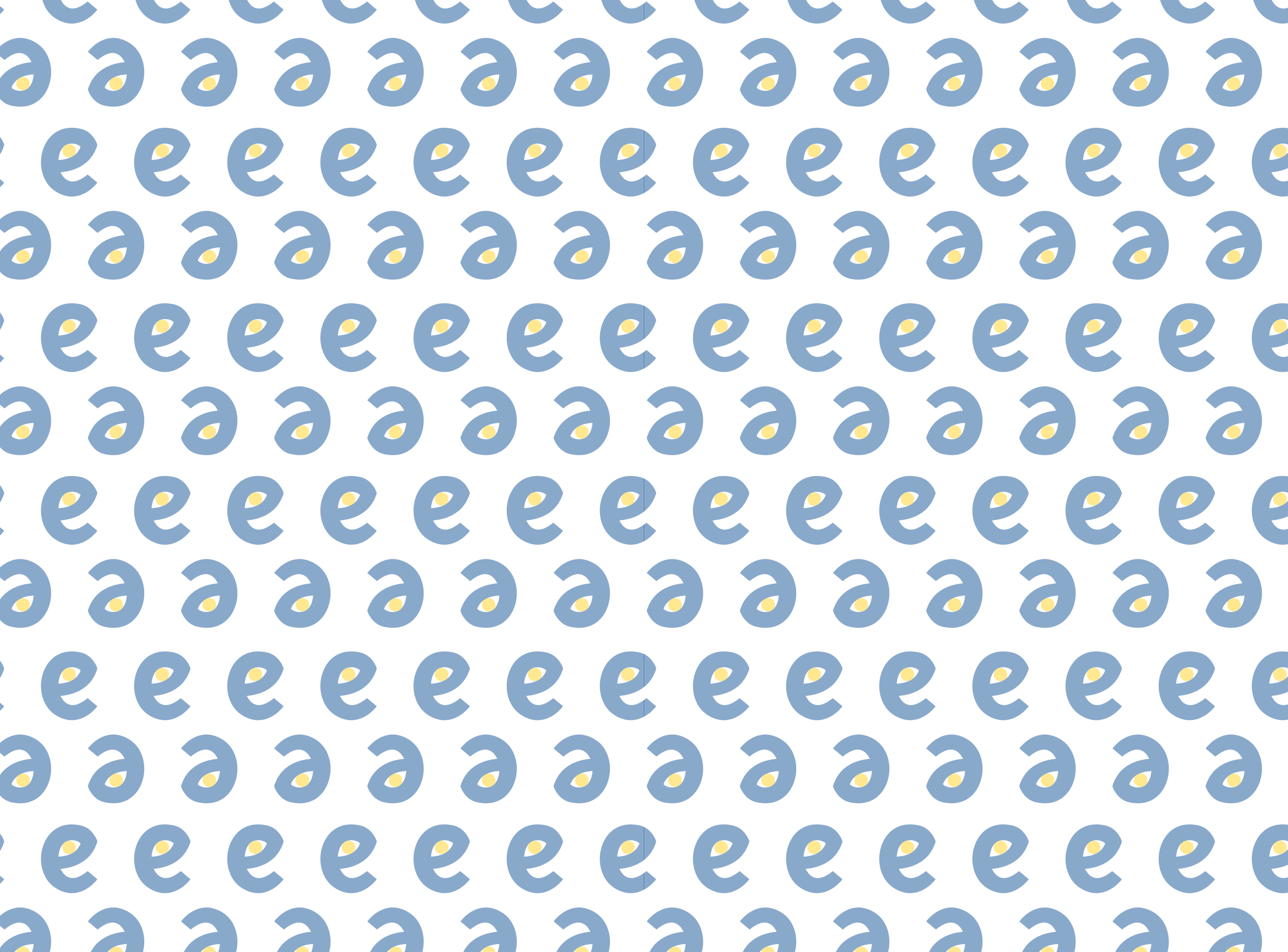
Rédacteurs.trices :

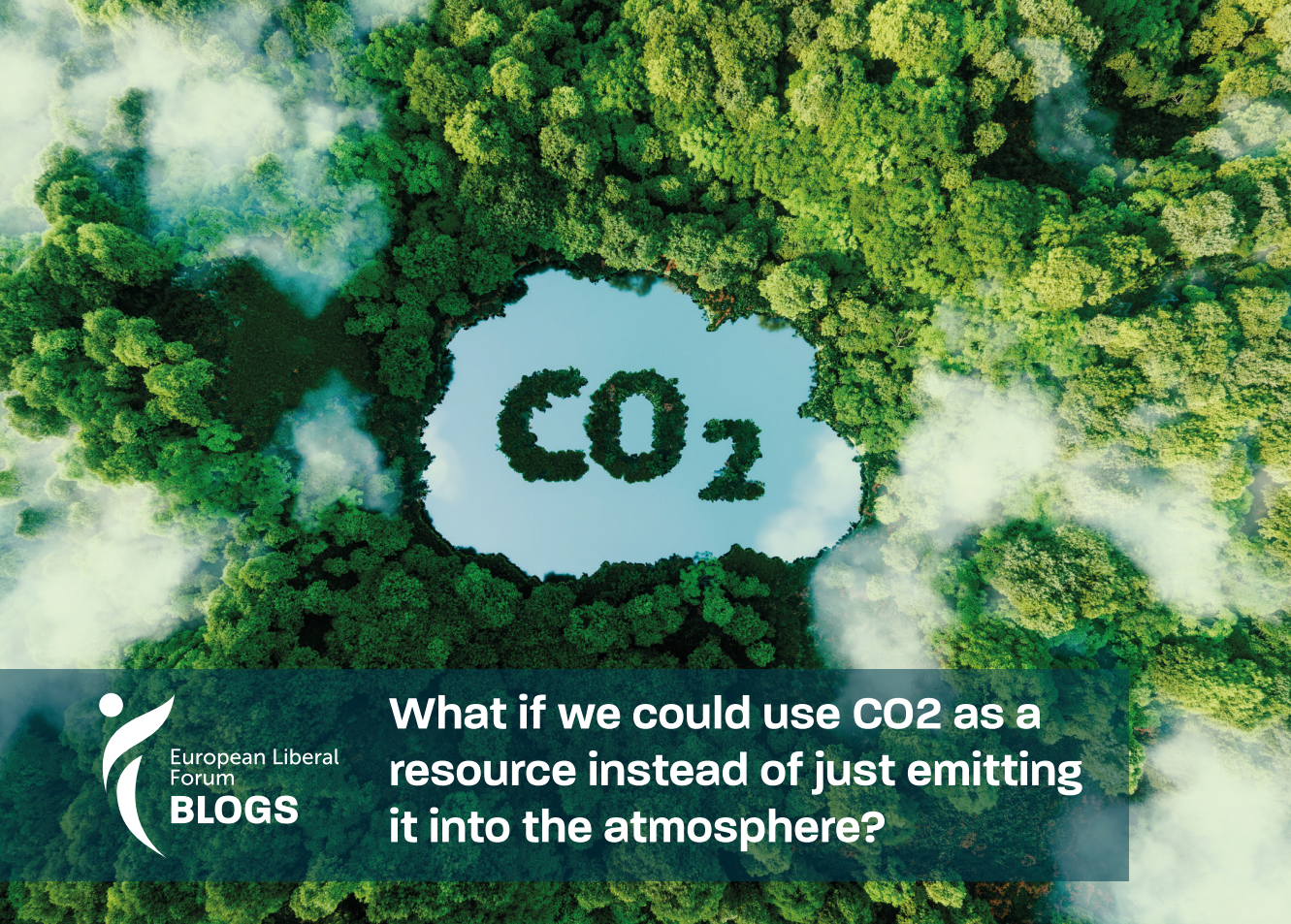
Alessandro D'Augusta Perna, Carmen Noviello, Daniele Bogani, Flavio Petitjean, Florence Herman, Giorgia Boldrini, Jeanne Fabreguettes, Joris Rouillon, Julien Lemoine, Lev Zinchenko, Lucas Britos Soares, Ludivina Ordonez Rosati, Luka Kraus, Mario Vega, Mina Léopold, Noémie Berthier, Riccardo Rossi, Sara Lolli, Sofia Nazarenko

Page de couverture et mise en page :

Chloé Pageaud (@chloepageaud)







What if we could use CO2 as a resource instead of just emitting it into the atmosphere?

Read our Science, Not Fiction blogpost series



www.liberalforum.eu

